

CONCOURS EXTERNE D'ADMINISTRATEUR TERRITORIAL

OCTOBRE 2005

UNE NOTE DE SYNTHESE AYANT POUR OBJET DE VERIFIER
L'APTITUDE DES CANDIDATS A L'ANALYSE D'UN DOSSIER
SOULEVANT UN PROBLEME D'ORGANISATION OU DE GESTION
RENCONTRE PAR UNE COLLECTIVITE TERRITORIALE

EPREUVE N° 4

Durée : 4 heures
Coefficient : 5

SUJET :

Le 3 février 2005, les parlementaires ont définitivement adopté la loi n° 2005-102 « *pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées* ». L'application de cette loi, dont l'ampleur est mal évaluée, préoccupe l'exécutif du département.

Vous êtes chargé(e) de mission auprès du Directeur Général des Services du département. Ce dernier vous demande de rédiger une note de synthèse faisant le point sur les enjeux de la loi et ses implications particulières pour le département. Il souhaite également être éclairé sur les modalités de création et de fonctionnement du GIP prévu par la loi.

DOCUMENTS JOINTS :

DOCUMENT N° 1 : « Loi handicap ».

Action Sociale. Dictionnaire permanent. Bulletin 209.
Mars 2005.

Page 3

DOCUMENT N° 2 : « Personnes très lourdement handicapées : la prestation de compensation prend la forme d'une aide complémentaire en 2005 »

Action Sociale. Dictionnaire permanent.
Supplément du 23 mars 2005.

Page 33

DOCUMENT N° 3 : « Loi handicap : le prix de la solidarité »

La lettre du cadre territorial – 1^{er} février 2005.

Page 35

DOCUMENT N° 4 : « Loi handicap : un défi pour les départements »
Réunion des DGS départementaux du 16 mars 2005.
Assemblée des Départements de France. **Page 41**

DOCUMENT N° 5 : « Handicap : les députés expriment leurs inquiétudes sur le financement du projet de loi »
Flash départements n° 525 du 21 janvier 2005.
Assemblée des Départements de France. **Page 46**

DOCUMENT N° 6 : « Maison du handicap : le gouvernement souhaite un GIP sui generis »
Flash départemental n° 522 du 21 décembre 2004.
Assemblée des Départements de France. **Page 47**

NOTA :

- 2 points seront retirés de la note sur 20 si la copie contient plus de 10 fautes d'orthographe ou de syntaxe.
- Les candidat (e) s ne doivent porter aucun signe distinctif sur les copies : pas de signature (signature à apposer uniquement dans le coin gommé de la copie à rabattre) ou nom, grade, même fictifs.
- Les épreuves sont d'une durée limitée. Aucun brouillon ne sera accepté, la gestion du temps faisant partie intégrante des épreuves.
- Lorsque les renvois et annotations en bas d'une page ou à la fin d'un document ne sont pas joints au sujet, c'est qu'ils ne sont pas indispensables.
- Si des valeurs monétaires sont exprimées dans les copies elles doivent l'être en euros.

Action sociale

D I C T I O N N A I R E P E R M A N E N T

Bulletin 209

Mars 2005

Bulletin spécial

Ce bulletin ne comporte pas de table d'actualisation. Se reporter à la table d'actualisation du bulletin 210.

Loi « Handicap »

pour l'égalité des droits et des chances, la participation
et la citoyenneté des personnes handicapées

(L. n° 2005-102, 11 févr. 2005 : JO, 12 févr.)



EDITIONS
LEGISLATIVES

80, avenue de la Marne • 92546 Montrouge Cedex
Tél. Service Relations Clientèle 01 40 92 36 36 • Tél. Standard 01 40 92 68 68 • Télécopie 01 46 56 00 15
Site Internet : www.editions-legislatives.fr • E-mail : el@editions-legislatives.fr

Sommaire page suivante

repères

Égalité des droits et des chances, participation et citoyenneté des personnes handicapées

La loi « handicap » a été définitivement adoptée le 3 février 2005 par le Parlement. Son entrée en vigueur reste cependant soumise à la publication de nombreux décrets d'application

p. 5

actualisation

Accessibilité du cadre de vie

Accessibilité des établissements et installations ouverts au public p. 9
Accessibilité de la voirie publique p. 10
Accessibilité des transports publics p. 10
Accessibilité des locaux d'habitation p. 10
La commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées p. 11

Admission à l'aide sociale

Récupération des frais d'hébergement des personnes handicapées p. 11

Contentieux

Suppression des commissions départementales des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés p. 11

Éducation spéciale

Scolarité et enseignement en milieu ordinaire : principes et modalités p. 11
Aménagements pour les jeunes sourds et déficients auditifs sévères p. 12
La formation des enseignants p. 12
La sensibilisation des élèves p. 12
Les assistants d'éducation p. 12
L'accès à l'enseignement supérieur p. 13
Dispositions particulières pour les examens p. 13
La prise en charge en milieu spécialisé p. 13

Emploi des personnes handicapées

Égalité de traitement à l'égard des travailleurs handicapés p. 13
Salariés bénéficiaires de l'obligation d'emploi p. 14
Calcul de l'obligation d'emploi p. 14
Contribution à l'AGEFIPH p. 14
Contribution au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique p. 14
Contrôle de l'obligation d'emploi : sanction p. 15
Obligation d'emploi : déclaration annuelle secteur public p. 15
L'accès aux marchés publics p. 15
L'implication des partenaires sociaux dans l'emploi des travailleurs handicapés p. 15
La formation des travailleurs handicapés p. 15
Les aides de l'AGEFIPH p. 16
Aide à la compensation des charges liées à la réduction d'efficacité des travailleurs handicapés p. 16

Emplois à mi-temps et emplois dits « légers » p. 16

Retraite anticipée p. 16

Les entreprises adaptées et les centres de distribution de travail à domicile (CDTD) p. 16

Les établissements et services d'aide par le travail p. 17

Établissements sociaux et médico-sociaux

Contrat de séjour dans les établissements et services d'aide par le travail p. 17

Création d'un plan interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PIAHPA) p. 17

Handicap

La reconnaissance du handicap : définition p. 17

Politique de prévention du handicap p. 18

Actions en justice des associations en cas de maltraitance p. 18

Le droit à compensation p. 18

Conférence nationale du handicap p. 18

Représentation des associations au sein des instances p. 19

La maison départementale des personnes handicapées p. 19

La commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées p. 20

Admission et prise en charge en établissement p. 20

La carte d'invalidité p. 20

La carte de « Priorité pour personne handicapée » p. 21

La carte de stationnement : bénéficiaires p. 21

Permis de conduire : aménagements pour les personnes sourdes et malentendantes p. 21

Conditions d'accès aux transports des animaux accompagnant des personnes handicapées p. 21

Assurances liées aux emprunts p. 21

Fiscalité : revenus non imposables p. 21

Réductions d'impôt : contrat d'assurance-décès en faveur d'une personne handicapée p. 21

Accessibilité des programmes de télévision aux personnes sourdes et malentendantes p. 21

Accès aux services publics p. 21

Accès à la justice p. 22

L'exercice des droits civiques p. 22

Conditions d'accès aux lieux publics des animaux accompagnant une personne handicapée p. 22

Personnes âgées p. 22

Allocation personnalisée d'autonomie et compensation des incapacités p. 22

Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie p. 22

Prestations aux personnes handicapées

La garantie de ressources des travailleurs handicapés (GRTH) p. 23

Attribution de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) p. 24

AAH : l'impossibilité de se procurer un emploi p. 24

Conditions de ressources de l'AAH p. 24

Cumul de l'AAH avec les ressources provenant d'une activité en établissement ou service d'aide par le travail p. 25

Cumul de l'AAH avec un avantage d'invalidité ou une rente d'accident du travail p. 25

Le complément d'allocation aux adultes handicapés p. 25

La prestation de compensation p. 26

Allocation d'éducation spéciale (AES) p. 29

Majoration spécifique pour parent isolé d'enfant handicapé p. 29

L'allocation compensatrice pour tierce personne p. 29

Allocation compensatrice : récupération des sommes versées p. 29

Récupération des frais d'hébergement p. 30

Minimum de ressources laissé aux personnes hébergées p. 30

documents

Annexe

Dates d'application des principales dispositions de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 p. 31

Égalité des droits et des chances, participation et citoyenneté des personnes handicapées

La loi « handicap » a été définitivement adoptée le 3 février 2005 par le Parlement. Son entrée en vigueur reste cependant soumise à la publication de nombreux décrets d'application.

♦ L. n° 2005-102, 11 févr. 2005 : JO, 12 févr.

Après plus d'un an de consultations et de débats parlementaires, la loi « pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » a été définitivement adoptée par le Parlement le 3 février 2005 et promulguée le 11 février. Cette loi, qui s'inscrit dans l'un des trois grands chantiers du quinquennat du Président de la République, a fait l'objet de nombreuses controverses et continue à susciter des inquiétudes. La mise en œuvre effective de la quasi-totalité des dispositions qu'elle contient reste en effet suspendue à des précisions d'ordre réglementaire dont, à ce jour, personne ne connaît précisément la teneur.

Les principales orientations de la nouvelle législation

La loi a pour objectif de garantir à toute personne handicapée l'accès aux droits fondamentaux reconnus à tous les citoyens ainsi que le plein exercice de sa citoyenneté. Elle nourrit ainsi l'ambition de rendre effective la pleine participation à la vie sociale des personnes handicapées en favorisant leur accès au droit commun tout en leur apportant une réponse adaptée à leurs besoins spécifiques sous la forme d'une compensation individualisée.

■ La compensation des conséquences du handicap

Le législateur de 2002, par les lois du 17 janvier et du 4 mars, avait simplement affirmé le principe d'un droit à la compensation des conséquences du handicap. Celui de 2005 en définit les contours et lui donne un contenu. Ainsi, selon le législateur, cette compensation consiste à répondre aux besoins de chaque personne handicapée au regard de ses aspirations et de son projet de vie.

▷ Voir ci-dessous, HANDICAP, n° 11, page ~~4420~~ 47.

● La prestation de compensation

L'une des illustrations majeures du droit à compensation réside dans la création par la loi de la prestation de compensation, destinée à compenser les différentes charges liées au handicap : aides humaines, aides techniques, aménagement du véhicule et du logement, frais de transports, aides animalières ou tout autre type de charges spécifiques ou exceptionnelles.

Bien que très généreuse dans son principe, cette nouvelle prestation ne manque pas néanmoins de soulever de nombreuses polémiques. Les limites posées par la loi pour la prise en charge des frais de compensation ne permettent pas en effet de garantir une compensation intégrale des surcoûts liés au handicap. D'autre part, il existe aujourd'hui une inconnue quant au coût réel de cette mesure en l'absence de données précises sur le nombre de bénéficiaires concernés et les besoins à couvrir.

▷ Voir ci-dessous, PRESTATIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES n° 73, pages ~~4420~~ 23 et s., les conditions et modalités d'attribution de la prestation de compensation.

● Le financement de la compensation

L'animation de l'ensemble des dispositifs de compensation du handicap est confiée à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), créée par la loi du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées.

▷ Sur les missions et les modalités d'organisation et de fonctionnement de la CNSA, voir ci-dessous, PERSONNES ÂGÉES, n° 117, page ~~4424~~ 33.

À l'horizon 2006, les 850 millions d'euros issus de la suppression d'un jour férié et destinés à la prise en charge des personnes handicapées seront affectés à la prestation de compensation pour 550 millions d'euros et au financement de places nouvelles créées en établissement pour 300 millions d'euros. En outre, la secrétaire d'État aux personnes handicapées a récemment précisé que la moitié du budget « aide humaine » de la prestation de compensation, soit 180 millions d'euros, sera chaque année consacrée aux personnes les plus lourdement handicapées.

■ Les ressources des personnes handicapées

La loi crée deux nouvelles prestations destinées à améliorer les ressources des personnes handicapées :

- ainsi, les personnes handicapées qui ne peuvent travailler pourront prétendre à un complément de ressources de 140 € par mois, intégralement cumulable avec une AAH à taux plein, permettant d'assurer une garantie de ressources d'un montant global égal à 80 % du SMIC net, soit 728 € par mois ;
- les personnes handicapées qui bien que pouvant travailler se trouvent sans activité, percevront quant à elles une majoration pour vie autonome de 100 € par mois afin, notamment, de leur permettre de faire face à leur frais de logement.

Mais les avancées que représentent ces nouvelles mesures doivent s'analyser à la lumière de la suppression concomitante par la loi du complément d'AAH. En réalité, le niveau de ressources global des actuels bénéficiaires du complément d'AAH, éligibles à ces nouvelles prestations, n'augmentera que de 6 à 47 € par mois.

Par ailleurs, pour les personnes handicapées qui travaillent, la loi améliore les conditions de cumul entre l'allocation aux adultes handicapés (AAH) et un revenu professionnel, permettant ainsi de faciliter l'exercice d'une activité à temps partiel.

Enfin, la loi aligne le statut des salariés handicapés en entreprise adaptée sur le droit commun en leur garantissant une rémunération au moins égale au SMIC. La garantie de ressources des travailleurs handicapés (GRTH) est, de ce fait, supprimée et remplacée par une aide au poste versée aux employeurs par l'État.

▷ Voir ci-dessous, PRESTATIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES, nos 28 et s., pages 4425 et s., le détail sur ces différentes mesures. 23

■ La scolarité

Dans le prolongement de la loi d'orientation de 1975 et de la loi relative à l'éducation de 1989, la nouvelle législation redéfinit le cadre de l'obligation scolaire des enfants et adolescents handicapés en consacrant le principe de leur scolarisation en milieu ordinaire et le devoir de l'Éducation nationale de leur assurer une formation scolaire, professionnelle ou supérieure.

Ainsi, tout enfant ou adolescent présentant un handicap ou un trouble de santé invalidant est inscrit de droit dans l'école ou dans l'un des établissements le plus proche de son domicile qui constitue son « établissement de référence ». En outre, chaque élève handicapé se voit proposer un parcours de formation adapté qui fait l'objet d'un projet personnalisé de scolarisation, favorisant chaque fois que possible, la formation en milieu ordinaire. Les familles sont étroitement associées à l'ensemble du processus de décision concernant leur enfant.

La loi organise également l'accueil des jeunes handicapés dans les établissements d'enseignement supérieur. A ce titre, elle prévoit désormais la possibilité pour les étudiants handicapés de bénéficier de l'aide d'un assistant d'éducation.

▷ Voir ci-dessous, ÉDUCATION SPÉCIALE, pages 4473 et s., le détail sur les mesures relatives à la scolarité et à l'enseignement supérieur. 44

■ L'emploi

La loi affirme le principe de non-discrimination à l'accès et au maintien dans l'emploi des personnes handicapées et définit les mesures incitatives ainsi que les sanctions propres à favoriser l'emploi en milieu ordinaire :

- les employeurs sont désormais tenus de prendre les mesures appropriées (aménagement des postes de travail, aménagement du temps de travail, etc.) pour permettre aux travailleurs handicapés d'accéder ou de conserver un emploi ou encore de suivre une formation adaptée ;
- les critères de modulation de la contribution à l'AGEFIPH sont modifiés de manière à tenir compte des efforts consentis par les employeurs en matière d'obligation d'emploi. Inversement, ceux qui ne réalisent aucun effort se voient plus durement sanctionnés ;
- les modalités de mise en œuvre de l'obligation d'emploi dans le secteur privé et le secteur public sont harmonisées. A l'instar de l'AGEFIPH pour le secteur privé, il est créé un fonds pour l'insertion des personnes handicapées commun aux trois fonctions publiques.

Par ailleurs, la loi consacre la transformation des ateliers protégés en entreprises adaptées en leur reconnaissant une place spécifique mais entière dans le milieu de travail ordinaire.

Parallèlement, la loi réaffirme l'utilité du travail protégé pour certaines personnes handicapées. Les établissements et services d'aide par le travail voient ainsi leur vocation médico-sociale renforcée et de nouveaux droits sociaux sont accordés aux travailleurs handicapés.

▷ Voir ci-dessous, EMPLOI DES PERSONNES HANDICAPÉES, pages ~~441~~ ⁴³ et s., le détail de ces différentes mesures.

■ L'accessibilité du cadre bâti et des transports

La loi pose un principe général d'accessibilité à toute personne handicapée, quel que soit son handicap, de l'ensemble du cadre bâti intérieur et extérieur, qu'il s'agisse des locaux d'habitation, des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public ou encore des lieux de travail. Ainsi :

- toute construction neuve, de quelque nature qu'elle soit, doit être accessible. Toutefois, des modalités particulières applicables à la construction de maisons individuelles sont prévues ;
- les bâtiments d'habitation existants faisant l'objet de travaux de rénovation devront dorénavant respecter les règles d'accessibilité. Des dérogations motivées pourront cependant être autorisées ;
- les établissements existants recevant du public (administrations, commerces, etc.) devront être rendus accessibles au plus tard dans un délai de dix ans. Des dérogations exceptionnelles pourront être accordées. Toutefois, pour ceux d'entre eux qui remplissent une mission de service public, les dérogations devront obligatoirement être assorties de mesures de substitution.

Afin de rendre effective l'obligation d'accessibilité, la loi renforce le contrôle des règles d'accessibilité ainsi que les sanctions applicables en cas de non-respect.

Par ailleurs, la loi contient différentes mesures visant à assurer la continuité de la chaîne de déplacement. Il est notamment prévu :

- la mise en accessibilité des transports collectifs dans un délai de dix ans (à l'exception des réseaux souterrains de transport ferroviaires). Les réseaux existants pour lesquels le respect de cette obligation s'avère techniquement impossible, devront alors mettre en place des moyens de transport de substitution ;
- l'accessibilité de tout matériel roulant acquis lors d'un renouvellement de matériel ou à l'occasion de l'extension d'un réseau ;
- l'obligation pour chaque commune de prévoir un plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics et, pour les communes de 5 000 habitants et plus, la création obligatoire d'une commission communale pour l'accessibilité.

▷ Voir ci-dessous, ACCESSIBILITÉ DU CADRE DE VIE, pages ~~441~~ ⁹ et s., le détail de ces différentes mesures.

■ La maison départementale des personnes handicapées

Afin de faciliter les démarches des personnes handicapées et de leur famille, la loi crée dans chaque département une maison départementale des personnes handicapées. Constituée sous la forme d'un groupement d'intérêt public (GIP) placé sous l'autorité administrative et financière du département, cette nouvelle institution a principalement pour missions d'informer, d'accompagner et de conseiller les personnes handicapées et leur famille notamment dans la formulation de leur projet de vie et la mise en œuvre des décisions les concernant.

Par ailleurs, la maison départementale met en place et organise le fonctionnement de l'équipe pluridisciplinaire chargée d'évaluer les besoins de compensation, de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées ainsi que la procédure de conciliation interne mise en place en cas de contestation par la personne handicapée des décisions prises à son égard.

Elle gère également un fonds de compensation du handicap chargé d'accorder des aides financières aux personnes handicapées pour faire face aux frais de compensation non couverts par la prestation de compensation.

▷ Voir ci-dessous, HANDICAP, pages ~~442~~ ¹⁷ et s., le détail concernant les missions et le fonctionnement de la maison départementale et de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées.

Le calendrier de la mise en œuvre de la réforme

La plupart des dispositions du texte de loi renvoient à des décrets d'application et ne peuvent, par conséquent, entrer effectivement en vigueur que dans la mesure où les textes réglementaires sont publiés. Aussi, afin d'éviter que la loi ne reste trop longtemps lettre morte, le législateur a adopté une disposition précisant que les textes d'application devront être publiés dans les six mois suivant la publication de la loi, soit au plus tard, le 12 août 2005 (art. 101 de la loi).

Toutefois, certaines mesures entreront en vigueur dès le 1^{er} juillet 2005. C'est le cas de la garantie de ressources pour personne handicapée (GRPH) et de la majoration pour la vie autonome. En outre, la secrétaire d'État a récemment annoncé que le volet aide humaine de la prestation de compensation sera accordé dès cette même date aux personnes les plus lourdement handicapées. Grâce aux crédits alloués, soit 180 millions d'euros, les 3 000 personnes concernées pourront bénéficier de six forfaits de grande dépendance, au lieu de trois maximum aujourd'hui, soit 60 000 € par personne et par an.

Le gouvernement a également précisé que, dès la rentrée 2005, tous les enfants handicapés seront inscrits à l'école ou à l'établissement proche de leur domicile.

A compter de janvier 2006, les maisons départementales des personnes handicapées seront ouvertes dans chaque département et la prestation de compensation sera effective.

► Voir en annexe du bulletin, page 4433, le tableau récapitulatif des dates d'application des dispositions de la loi.

34

Accessibilité du cadre de vie

Accessibilité des établissements et installations ouverts au public

Les établissements existants recevant du public, qu'ils soient publics ou privés, devront être rendus accessibles dans un délai de dix ans.

Le principe d'accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public, déjà posé par les lois de 1975 et de 1991, est réaffirmé par la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. Celle-ci l'élargit à l'ensemble des handicaps. Des délais pour la mise en accessibilité des établissements existants, un cadre pour l'application des dérogations aux règles d'accessibilité et les modalités de contrôle et les sanctions applicables sont par ailleurs fixés.

Principe d'accessibilité

La loi affirme le principe selon lequel les dispositions architecturales, les aménagements et équipements intérieurs et extérieurs des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public doivent être tels que ces locaux et installations soient accessibles à tous, et notamment aux personnes handicapées, quel que soit le type de handicap, notamment physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique (♦ CCH, art. L. 111-7 mod.).

Ce principe s'applique indifféremment aux établissements publics et aux établissements privés.

Les établissements existants recevant du public

L'obligation d'accessibilité

Jusqu'à présent, les établissements existants n'étaient tenus de se mettre en conformité avec les règles d'accessibilité que dans le cas de réalisation de travaux et seulement pour ce qui concernait l'assiette de ces travaux.

La loi stipule désormais que les établissements existants recevant du public doivent être tels que toute personne puisse y accéder, y circuler et y recevoir les informations qui y sont diffusées, dans les parties ouvertes au public. Cette information doit être diffusée par des moyens adaptés aux différents handicaps (♦ CCH, art. L. 111-7-3, al. 1^{er} nouv.).

Les exigences relatives à l'accessibilité et aux prestations que doivent fournir ces établissements, selon le type et la catégorie dont ils relèvent, seront précisées par décret.

Délais de mise en conformité

Ces établissements devront répondre aux exigences relatives à l'accessibilité dans un délai qui sera fixé par décret. Ce délai pourra varier en fonction du type et de la catégorie d'établissement, sans toutefois excéder dix ans à compter de la publication de la loi (♦ CCH, art. L. 111-7-3, al. 3 nouv.).

Dérogations aux règles d'accessibilité

Des dérogations exceptionnelles au respect des règles d'accessibilité pourront être accordées, par voie réglementaire, aux établissements recevant du public. Seuls les trois motifs suivants pourront ainsi justifier une dérogation :

- l'impossibilité technique est démontrée de procéder à la mise en accessibilité ;
- des contraintes liées à la conservation du patrimoine architectural ;
- une disproportion entre les améliorations apportées et leurs conséquences.

Ces dérogations seront, comme par le passé, accordées après avis de la commission départementale consultative de la protection civile, de la sécurité et de l'accessibilité (CCDSA). Lorsqu'elles concernent des établissements recevant du public qui remplissent une mission de service public, telle qu'une administration par

exemple, ces dérogations doivent dorénavant obligatoirement être accompagnées de mesures de substitution (♦ CCH, art. L. 111-7-3, al. 4 et 5 nouv.).

Les modalités de contrôle

La loi renforce les modalités de contrôle du respect des règles d'accessibilité.

Délivrance d'une attestation de conformité

A l'achèvement des travaux soumis à permis de construire le maître d'ouvrage devra, à l'avenir, fournir à l'autorité qui a délivré le permis un document attestant de la prise en compte des règles concernant l'accessibilité. Cette attestation est établie par un contrôleur technique ou par une personne physique ou morale satisfaisant à des critères de compétence et d'indépendance (♦ CCH, art. L. 111-7-4 nouv.).

Contrôle technique obligatoire

Lorsque la construction est soumise à un contrôle technique obligatoire en vue de vérifier la solidité des bâtiments et le respect des normes de sécurité, la loi étend ce contrôle au respect des règles relatives à l'accessibilité des personnes handicapées (♦ CCH, art. L. 111-26 mod.).

Droit de visite et de communication des documents techniques

Le représentant de l'État dans le département, le maire ou ses délégués ainsi que les fonctionnaires et les agents commissionnés à cet effet peuvent à tout moment visiter les constructions en cours, procéder aux vérifications qu'ils jugent utiles et se faire communiquer tous les documents techniques se rapportant à la réalisation des bâtiments. La loi précise que le droit de communication porte, en particulier sur les documents concernant l'accessibilité aux personnes handicapées (♦ CCH, art. L. 151-1 ; ♦ C. urb., art. L. 460-1 mod.).

Sanctions applicables en cas de non-respect des règles d'accessibilité

Afin de garantir l'application des règles relatives à l'accessibilité des personnes handicapées, la législation institue des nouvelles sanctions pouvant aller jusqu'à la fermeture de l'établissement.

Fermeture de l'établissement

Jusqu'à présent, l'autorité administrative compétente disposait seulement de la possibilité de s'opposer à l'autorisation d'ouverture d'un établissement recevant du public qui ne répondait pas aux exigences d'accessibilité aux personnes handicapées.

La loi étend les pouvoirs de l'autorité administrative en lui donnant la possibilité de décider de la fermeture d'un établissement qui ne respecte pas les prescriptions prévues par la réglementation (♦ CCH, art. L. 111-8-3-1 nouv.).

Cette nouvelle sanction prend tout son sens dans le cadre des nouvelles obligations faites aux établissements existants.

Octroi des subventions publiques

La loi pose deux limites à l'attribution des subventions publiques.

Dorénavant, une collectivité publique ne peut accorder une subvention pour la construction, l'extension ou la transformation du gros œuvre d'un bâtiment, que si le maître d'ouvrage est en mesure de lui fournir un dossier relatif à l'accessibilité. Si, à l'issue de la réalisation des travaux, le maître d'ouvrage n'est pas en mesure de fournir l'attestation de conformité aux règles d'accessibilité, l'autorité exige alors le remboursement de la subvention (♦ L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 41, IV : JO, 12 févr.).

Sanctions pénales

Jusqu'à présent, seules les personnes physiques pouvaient être poursuivies pour infraction aux règles d'accessibilité. La loi reconduit les sanctions applicables aux personnes physiques et renforce ce dispositif en étendant les sanctions pénales aux personnes morales (♦ CCH, art. L. 152-4 mod.).

Ainsi, les personnes morales qui méconnaissent les règles d'accessibilité sont dorénavant passibles :

- d'une amende de 225 000 € (contre 45 000 € pour une personne physique) ;
- d'une peine complémentaire d'affichage ou de diffusion, par la presse écrite ou par tout moyen de communication audiovisuelle, de la décision prise par le tribunal à leur encontre ;
- d'une peine complémentaire d'interdiction, à titre définitif ou pour une durée de cinq ans au plus, d'exercer directement ou indirectement une ou plusieurs activités professionnelles ou sociales.

♦ L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 41 et 43 : JO, 12 févr.

Accessibilité de la voirie publique

Le plan de mise en accessibilité de la voirie est rendu obligatoire dans chaque commune.

Le plan de mise en accessibilité de la voirie n'était, jusqu'alors, obligatoire que dans les agglomérations de plus de 5 000 habitants. Désormais, la loi prévoit qu'un plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics doit être établi dans chaque commune à l'initiative du maire ou, le cas échéant, du président de l'établissement public de coopération intercommunale.

Ce plan fixe notamment les dispositions susceptibles de rendre accessible aux personnes handicapées et à mobilité réduite l'ensemble des circulations piétonnes et des aires de stationnement d'automobiles situées sur le territoire de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale. Il fait partie intégrante du plan de déplacements urbains quand il existe.

♦ L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 45, I, al. 8 : JO, 12 févr.

Accessibilité des transports publics

Les services de transport collectifs devront être accessibles dans un délai de 10 ans.

La loi du 11 février 2005 affirme le principe de l'accessibilité de la totalité de la chaîne de déplacement aux personnes handicapées ou à mobilité réduite. Celle-ci comprend, notamment, les systèmes de transport et leur intermodalité.

Afin de traduire ce principe en une obligation de résultat, le législateur définit un calendrier de mise en accessibilité des transports collectifs et pose le principe de dispositifs de substitution qui devront, le cas échéant, être mis en place.

• L'obligation de mise en accessibilité

Aux termes de la loi, les services de transport collectif devront être accessibles aux personnes handicapées ou à mobilité réduite, au plus tard dans un délai de dix ans.

A cette fin, les autorités organisatrices de transport compétentes doivent élaborer, dans un délai de trois ans, un schéma directeur d'accessibilité des services dont elles ont la responsabilité. Ce schéma fixe la programmation de la mise en accessibilité des services de transport et définit les modalités de l'accessibilité des différents types de transport.

Par ailleurs, la loi prévoit que tout matériel roulant acquis lors d'un renouvellement de matériel ou à l'occasion de l'extension des réseaux doit être accessible aux personnes handicapées ou à mobilité réduite. Des décrets préciseront, pour chaque catégorie le matériel, les modalités d'application de cette disposition.

Enfin, dans la logique de l'affirmation de l'obligation d'accessibilité, la loi subordonne désormais l'octroi des aides publiques favorisant le développement des systèmes de transport collectif à la prise en compte de l'accessibilité.

Les transports de substitution

Lorsque la mise en accessibilité de réseaux existants s'avère techniquement impossible, la loi précise alors que des moyens de transport adaptés aux besoins des personnes handicapées ou à mobilité réduite doivent être mis à leur disposition. Ces moyens

de transport de substitution sont organisés et financés par l'autorité organisatrice normalement compétente dans un délai de trois ans.

Le coût du transport de substitution pour les usagers handicapés ne doit pas être supérieur au coût du transport public existant.

• Les réseaux souterrains de transport ferroviaire

Par principe de réalité, le législateur précise que le délai de dix ans prévu pour la mise en accessibilité des transports collectifs ne s'impose pas aux réseaux souterrains de transports ferroviaires (le métro par exemple) et de transports guidés existants.

En revanche, les autorités organisatrices de transport compétentes sont, dans les mêmes conditions, tenues d'élaborer le schéma directeur et de mettre en place, dans un délai de trois ans, des transports de substitution.

• Procédure de dépôt de plainte

Dans un délai de trois ans, les autorités organisatrices de transports publics sont tenues de mettre en place une procédure de dépôt de plainte en matière d'obstacles à la libre circulation des personnes à mobilité réduite.

• Le plan de déplacements urbains

La loi modifie les dispositions de la loi du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs relatives au plan de déplacements urbains. Ce plan doit dorénavant comporter une annexe particulière traitant de l'accessibilité. Cette annexe indique les mesures d'aménagement et d'exploitation à mettre en œuvre afin d'améliorer l'accessibilité des réseaux de transports publics aux personnes handicapées et à mobilité réduite, ainsi que le calendrier de réalisation correspondant.

♦ L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 45, I et II : JO, 12 févr.

♦ L. n° 82-1153, 30 déc. 1982, art. 28 mod. par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 45, III

Accessibilité des locaux d'habitation

L'obligation de rendre accessible le cadre bâti existant est affirmée.

La nouvelle législation pose le principe de l'accessibilité des locaux d'habitation à tous les types de handicap et étend l'obligation d'accessibilité aux maisons individuelles ainsi qu'au cadre bâti existant. Par ailleurs, elle renforce les modalités de contrôle et de sanctions applicables.

• Le principe d'accessibilité

La loi précise que les dispositions architecturales, les aménagements et équipements intérieurs et extérieurs des locaux d'habitation, qu'ils soient la propriété de personnes privées ou publiques, doivent être tels que ces locaux et installations soient accessibles à tous, et notamment aux personnes handicapées, quel que soit le type de handicap, notamment physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique. Toutefois, ces dispositions ne s'imposent pas aux propriétaires construisant ou améliorant un logement pour leur propre usage (♦ CCH, art. L. 111-7 mod.).

• Règles applicables aux bâtiments neufs et aux maisons individuelles

La loi stipule expressément que la réglementation relative à l'accessibilité aux personnes handicapées s'applique à la construction des maisons individuelles. Les règles particulières applicables à ces constructions ainsi que les modalités que doivent respecter les bâtiments ou parties de bâtiments nouveaux, seront précisées par un décret.

Par ailleurs la loi prévoit que, dans un délai de trois ans, une estimation de l'impact financier des mesures de mise en accessibilité des logements sur le montant des loyers sera réalisée. Cette estimation permettra, le cas échéant, de définir une prestation spécifique pour compenser la majoration des loyers qui pourrait en résulter (♦ CCH, art. L. 111-7-1 nouv.).

• **Règles applicables aux bâtiments d'habitation existants**

Par le passé, les bâtiments d'habitation existants (non soumis à la réglementation applicable aux bâtiments d'habitation neufs) n'étaient tenus à aucune obligation en matière d'accessibilité aux personnes handicapées. Désormais, la loi étend l'obligation d'accessibilité aux bâtiments ou parties de bâtiments existants lorsqu'ils font l'objet de travaux (♦ CCH, art. L. 111-7-2 nouv.).

Les modalités d'application de l'obligation d'accessibilité aux bâtiments existants seront précisées par décret, notamment en fonction de la nature des bâtiments ou partie de bâtiments concernés, du type de travaux entrepris ainsi que du rapport entre le coût des travaux et la valeur des bâtiments au-delà duquel ces modalités s'appliqueront.

Par ailleurs, la loi précise que des dérogations motivées au respect des règles d'accessibilité pourront être accordées dans trois cas :

- impossibilité technique ;
- contraintes liées à la préservation du patrimoine architectural ;
- disproportion manifeste entre les améliorations apportées et leurs conséquences.

Toutefois, en cas de dérogation portant sur un bâtiment qui appartient à un propriétaire possédant un parc de logements, la loi institue au profit des personnes handicapées concernées un droit à être relogées dans un bâtiment accessible.

• **Les modalités de contrôle et les sanctions en cas de non-respect**

Les modalités de contrôle du respect des règles d'accessibilité prévues pour les établissements recevant du public sont également applicables aux bâtiments d'habitation.

Il en est de même pour les conditions d'octroi et de remboursement des subventions publiques.

▷ Voir ci-dessus, n° 6, page 441.9

♦ L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 41 : JO, 12 févr.

(à créer) La commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées

Création d'une commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées chargée de dresser le constat de l'accessibilité du cadre bâti et de faire des propositions pour l'améliorer.

Une commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées est créée dans les communes de 5 000 habitants et plus.

• **Missions**

Cette commission a pour mission de dresser le constat de l'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports. Elle établit un rapport annuel présenté au conseil municipal et fait des propositions de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant.

La commission organise également un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées.

• **Composition et fonctionnement**

La commission communale est composée, notamment, des représentants de la commune, d'associations d'usagers et d'associations de personnes handicapées. Elle est présidée par le maire.

Une commission intercommunale peut être créée à l'initiative des communes. Dans ce cas, la commission intercommunale exerce les missions dévolues à la commission communale pour l'ensemble des communes concernées. Elle est présidée par l'un des maires des communes.

La création d'une commission intercommunale est obligatoire pour les établissements publics de coopération intercommunale

(EPCI) compétents en matière de transport ou d'aménagement du territoire, dès lors qu'ils regroupent 5 000 habitants ou plus.

♦ CGCT, art. L. 2143-3 créé par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 46 : JO, 12 févr.

Admission à l'aide sociale

Récupération des frais d'hébergement des personnes handicapées

▷ Sur les règles de participation de la personne hébergée à ses frais d'hébergement et sur les règles de récupération de l'aide sociale, voir ci-dessous, PRESTATIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES n°s 118 a et s., page 442.93

Contentieux

Suppression des commissions départementales des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés

▷ Voir ci-dessous, HANDICAP, n°s 22 et s., page 442.41

Éducation spéciale

Scolarité et enseignement en milieu ordinaire : principes et modalités

Tout enfant ou adolescent handicapé est, de droit, inscrit dans l'école ou l'établissement le plus proche de son domicile, dit « établissement de référence ».

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées entreprend une rénovation de la scolarisation des enfants et adolescents handicapés. Elle redéfinit le cadre de l'obligation scolaire : la scolarisation en milieu ordinaire devient la règle tandis que la scolarisation en établissement spécialisé est dorénavant présentée comme l'exception. Le terme « d'éducation spéciale », jugé comme stigmatisant par le législateur, est abandonné.

■ **Les principes de la scolarisation**

Le principe de la scolarisation en milieu ordinaire, déjà inscrit dans les lois d'orientation de 1975 en faveur des personnes handicapées et de 1989 relatives à l'éducation, est renforcé et la responsabilité de l'État affirmée (♦ C. éduc., art. L. 112-1 mod.).

• **Le principe de l'inscription dans l'établissement de référence**

La nouvelle rédaction de l'article L. 112-1 du code de l'éducation n'oppose plus l'éducation ordinaire à l'éducation spéciale mais pose désormais le principe selon lequel, tout enfant ou adolescent présentant un handicap ou un trouble invalidant de la santé est, de droit, inscrit dans l'école ou dans l'un des établissements (collège, lycée) le plus proche de son domicile. Celui-ci constitue son établissement de référence.

Toutefois, si les besoins de l'enfant ou de l'adolescent nécessitent qu'il reçoive sa formation dans le cadre d'un dispositif adapté, il est alors inscrit sur proposition de son établissement de référence et avec l'accord de ses parents, dans une autre école ou un autre établissement. Cette inscription n'exclut pas son retour dans l'établissement de référence.

Lorsque la scolarisation dans l'établissement de référence est rendue impossible en raison de l'inaccessibilité de la structure, les surcoûts imputables au transport de l'enfant ou de l'adolescent handicapé vers un établissement plus éloigné sont à la charge de

la collectivité territoriale compétente pour la mise en accessibilité des locaux (la commune pour les écoles maternelles et primaires, le département pour les collèges et la région pour les lycées).

• *La responsabilité de l'État*

La loi précise qu'il appartient à l'État de mettre en place, dans ses domaines de compétence, les moyens financiers et humains nécessaires à la scolarisation en milieu ordinaire des enfants, adolescents et adultes handicapés.

■ *Les modalités de la scolarisation*

Afin que lui soit assuré un parcours de formation adapté, la loi précise que chaque enfant, adolescent ou adulte handicapé a droit à une évaluation de ses compétences et de ses besoins ainsi qu'à un suivi des mesures mises en œuvre. Les familles sont étroitement associées au processus de décision concernant leur enfant.

• *Le projet personnalisé de scolarisation*

Une évaluation des compétences et des besoins de l'enfant est réalisée par l'équipe pluridisciplinaire instituée auprès de la maison départementale des personnes handicapées.

En fonction des résultats de l'évaluation, il est proposé à chaque élève handicapé, ainsi qu'à sa famille, un parcours de formation qui fait l'objet d'un projet personnalisé de scolarisation assorti des ajustements nécessaires en favorisant, chaque fois que possible, la formation en milieu scolaire ordinaire. Ce projet personnalisé constitue un élément du plan de compensation. Il propose des modalités de déroulement de la scolarité coordonnées avec les mesures permettant l'accompagnement de celle-ci figurant dans le plan de compensation (♦ *C. éduc., art. L. 112-2 mod.*).

> Sur l'équipe pluridisciplinaire, la maison départementale des personnes handicapées et le plan de compensation, voir ci-dessous HANDICAP, nos 11 et 21, pages 4420 et s.

• *L'orientation des élèves handicapés*

Les parents sont étroitement associés à la décision d'orientation de l'élève handicapé prise par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées et peuvent se faire aider par une personne de leur choix.

A défaut d'accord sur l'orientation de l'enfant ou de l'adolescent handicapé entre la commission et les parents ou le représentant légal, ces derniers peuvent alors faire appel à une personne qualifiée instituée auprès de la maison départementale des personnes handicapées en vue d'une conciliation. Ils peuvent également, le cas échéant, engager un recours contentieux (♦ *C. éduc., art. L. 351-1, al. 1^{er} mod.*).

♦ Sur la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées et les modalités de saisine de la personne qualifiée, voir ci-dessous, HANDICAP, nos 21, 22 et s., pages 4421 et s.

• *Les équipes de suivi de la scolarisation*

Des équipes de suivi de la scolarisation sont créées dans chaque département. Elles assurent le suivi des décisions de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées relatives à la désignation des établissements et services correspondant aux besoins de l'enfant ou de l'adolescent (♦ *C. éduc., art. L. 112-2-1 nouv.*).

Ces équipes comprennent l'ensemble des personnes qui concourent à la mise en œuvre du projet personnalisé de scolarisation et en particulier le ou les enseignants qui ont en charge l'enfant ou l'adolescent.

Elles peuvent, avec l'accord de ses parents ou de son représentant légal, proposer à la commission des droits et de l'autonomie toute révision de l'orientation d'un enfant ou d'un adolescent qu'elles jugeraient utile.

♦ *C. éduc., art. L. 112-1 et s. et L. 351-1 mod. par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 19 et 21 : JO, 12 févr.*

■ *Aménagements pour les jeunes sourds et déficients auditifs sévères*

La liberté de choisir une communication bilingue en langue des signes et en langue française est de droit.

La nouvelle législation réaffirme le principe déjà posé par l'article 33 de la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991 jusqu'alors resté lettre morte et selon lequel, dans l'éducation et le parcours scolaire des jeunes sourds, la liberté de choix entre une communication bilingue, langue des signes et langue française, et une communication en langue française est de droit.

Les conditions d'exercice de ce choix pour les jeunes sourds et leurs familles, d'une part, et les dispositions à prendre par les établissements et services où est assurée l'éducation des jeunes sourds pour garantir l'application de ce choix, d'autre part, seront fixées par un décret.

♦ *C. éduc., art. L. 112-2-2 créé par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 19, V : JO, 12 févr.*

■ *La formation des enseignants*

Une base légale est donnée au principe de la formation des enseignants et des personnels de l'Éducation nationale.

Ainsi, les enseignants et les personnels d'encadrement, d'accueil, techniques et de service reçoivent, au cours de leur formation initiale et continue, une formation spécifique concernant l'accueil et l'éducation des élèves et étudiants handicapés. Cette formation comporte notamment une information sur le handicap et les différentes modalités d'accompagnement scolaire.

♦ *C. éduc., art. L. 112-5 créé par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 19, VII : JO, 12 févr.*

■ *(à créer) La sensibilisation des élèves*

L'enseignement d'éducation civique à l'école primaire et au collège est aménagé par la loi afin de sensibiliser les élèves au handicap. Cet enseignement comportera, à l'avenir, une formation consacrée à la connaissance et au respect des problèmes des personnes handicapées et à leur intégration dans la société.

♦ *C. éduc., art. L. 312-15 mod. par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 22 : JO, 12 févr.*

■ *Les assistants d'éducation*

L'intervention des assistants d'éducation est étendue aux étudiants handicapés.

Les assistants d'éducation peuvent déjà exercer leur fonction d'aide à l'accueil et à l'intégration des élèves handicapés de l'école au lycée. La loi du 11 février 2005 étend ce dispositif aux étudiants handicapés pour lesquels une aide a été reconnue nécessaire par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (v. ci-dessous, p. 4422). Cette aide peut se limiter aux actes de la vie courante mais elle peut aussi consister en une aide à l'écriture ou à la traduction.

Les assistants d'éducation qui interviennent auprès des étudiants handicapés sont recrutés par l'État et non par l'établissement d'enseignement (♦ *C. éduc., art. L. 916-1 mod.*).

S'agissant des conditions générales de recrutement des assistants d'éducation, la loi précise que si l'aide individuelle nécessaire à l'enfant handicapé ne comporte pas de soutien pédagogique, les assistants d'éducation peuvent être recrutés sans condition de diplôme. Ils reçoivent alors une formation adaptée (♦ *C. éduc., art. L. 351-3 mod.*).

♦ *C. éduc., art. L. 351-3 et L. 916-1 mod. par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 20 et 21 : JO, 12 févr.*

Thème 2 L'accès à l'enseignement supérieur

La loi fixe le cadre d'accueil des étudiants handicapés dans les établissements d'enseignement supérieur. Elle prévoit ainsi que les établissements d'enseignement supérieur sont tenus, d'une part, d'inscrire les étudiants handicapés ou présentant un trouble de santé, au même titre que les autres étudiants et, d'autre part, d'assurer leur formation en mettant en place les aménagements nécessaires en terme d'organisation, de déroulement et d'accompagnement de leurs études.

A cette fin, le dispositif des assistants d'éducation est rendu accessible aux étudiants handicapés (v. ci-dessus, n° 24).

- ♦ C. éduc., art. L. 123-4-1 créé par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 20 : JO, 12 févr.

31 Dispositions particulières pour les examens

Les aménagements des épreuves des examens et concours aux élèves et étudiants handicapés sont désormais fixés par la loi.

Jusqu'alors, les aménagements concernant les examens ou concours aux élèves et étudiants handicapés étaient prévus par voie de circulaire. La loi renvoie désormais à un décret le soin de fixer les aménagements aux conditions de passation des épreuves orales, écrites, pratiques ou de contrôle continu des examens ou concours de l'enseignement scolaire et de l'enseignement supérieur, rendus nécessaires en raison d'un handicap ou d'un trouble de la santé invalidant.

Ces aménagements peuvent inclure notamment l'octroi d'un temps supplémentaire et sa prise en compte dans le déroulement des épreuves, la présence d'un assistant, un dispositif de communication adapté, la mise à disposition d'un équipement adapté ou l'utilisation, par le candidat, de son équipement personnel.

Ces dispositions entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2006.

- ♦ C. éduc., art. L. 112-4 créé par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 19, VI : JO, 12 févr.
- ♦ L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 99 : JO, 12 févr.

32 La prise en charge en milieu spécialisé

L'enseignement en établissement adapté est assuré par des personnels qualifiés de l'Éducation nationale.

Les enfants et adolescents avec un handicap ou un trouble de santé peuvent être scolarisés, si nécessaire au sein de dispositifs adaptés, lorsque ce mode de scolarisation répond à leurs besoins. Rappelons que cette scolarisation doit désormais être l'exception (v. ci-dessus, nos 1 et s.)

Dans ce cas, la loi du 11 février 2005 prévoit que l'enseignement est assuré par des personnels qualifiés relevant de l'Éducation nationale. Ces personnels sont soit des enseignants publics mis à la disposition des établissements adaptés, soit des maîtres de l'enseignement privé dans le cadre d'un contrat passé entre l'établissement et l'État.

Un décret fixera les conditions dans lesquelles les enseignants exerçant dans des établissements publics relevant du ministère chargé des personnes handicapées ou titulaires de diplômes délivrés par ce dernier peuvent également assurer cet enseignement.

- ♦ C. éduc., art. L. 351-1, al. 2 et 3 mod. par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 21 : JO, 12 févr.

Emploi des personnes handicapées

2 Égalité de traitement à l'égard des travailleurs handicapés

Les employeurs du secteur privé et du secteur public sont tenus de prendre les mesures appropriées pour permettre aux travailleurs handicapés d'accéder ou de se maintenir dans un emploi.

Les dispositions de la directive européenne du 27 novembre 2000 fixant un cadre général pour lutter contre les discriminations fondées sur le handicap en matière d'emploi et de travail, sont transposées dans la législation nationale par la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

• Les obligations des employeurs

Afin de garantir le principe d'égalité de traitement à l'égard des travailleurs handicapés, les employeurs du secteur privé et du secteur public sont désormais tenus de prendre les mesures appropriées :

- pour permettre aux travailleurs handicapés d'accéder à un emploi ou de conserver un emploi correspondant à leur qualification, de l'exercer ou d'y progresser ;
- pour qu'une formation adaptée à leurs besoins leur soit dispensée.

L'obligation faite aux employeurs s'apprécie en fonction des besoins et dans une situation concrète. En outre, les charges consécutives à la mise en œuvre des « mesures appropriées » ne doivent pas être disproportionnées. L'appréciation du caractère disproportionné des charges tient compte des aides qui peuvent compenser en tout ou partie les dépenses supportées par l'employeur.

Le fait, pour un employeur, de refuser de prendre des mesures appropriées constitue une discrimination au sens de l'article L. 122-45-4 du code du travail.

• Les travailleurs handicapés concernés

Tous les travailleurs handicapés ne sont pas concernés par ce nouveau dispositif. En effet, l'obligation faite aux employeurs en matière de « mesures appropriées » ne s'impose qu'à l'égard des travailleurs handicapés relevant des catégories suivantes :

- les travailleurs reconnus handicapés par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées ;
- les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ;
- les titulaires d'une pension d'invalidité ;
- les anciens militaires et assimilés, titulaires d'une pension militaire d'invalidité ;
- les sapeurs-pompiers volontaires titulaires d'une allocation ou d'une rente d'invalidité ;
- les titulaires de la carte d'invalidité ;
- les titulaires de l'allocation aux adultes handicapés.

Ce dispositif s'applique aux salariés du secteur privé et du secteur public (fonction publique d'État, territoriale et hospitalière).

• Les « mesures appropriées »

Les mesures appropriées peuvent concerner, notamment, l'aménagement des postes de travail, y compris l'accompagnement et l'équipement individuels nécessaires aux travailleurs handicapés pour occuper ces postes, et les accès aux lieux de travail.

Les salariés handicapés peuvent également bénéficier, à leur demande, d'aménagements d'horaires individualisés. Cette possibilité est également ouverte aux aidants familiaux et aux proches de la personne handicapée afin de leur permettre de l'accompagner.

Enfin, l'autorisation d'accomplir un service à temps partiel est accordée de plein droit aux fonctionnaires handicapés.

- ♦ C. trav., art. L. 212-4-1-1 et L. 323-9-1 créés par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 24, IV et V : JO, 12 févr.
- ♦ L. n° 83-634, 13 juill. 1983, art. 6 sexies nouv.
- ♦ L. n° 84-16, 11 janv. 1984, art. 27, 37 bis et 40 ter mod.
- ♦ L. n° 84-53, 26 janv. 1984, art. 35, 60 bis et 60 quinquies nouv.
- ♦ L. n° 86-33, 9 janv. 1986, art. 27, 46-1 et 47-2 nouv.

Salariés bénéficiaires de l'obligation d'emploi

A compter du 1^{er} janvier 2006, les titulaires d'une carte d'invalidité et les titulaires de l'allocation aux adultes handicapés seront ajoutés à la liste des catégories bénéficiaires de l'obligation d'emploi.

- ♦ C. trav., art. L. 323-3 mod. par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 27, I : JO, 12 févr.
- ♦ L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 96, I : JO, 12 févr.

Calcul de l'obligation d'emploi

Chaque salarié handicapé bénéficiaire de l'obligation d'emploi compte désormais pour une seule unité.

La loi du 11 février 2005 modifie les modalités de décompte de l'effectif des salariés servant de base au calcul de l'obligation d'emploi. Elle harmonise par ailleurs le mode de décompte des bénéficiaires avec la pratique en vigueur dans la fonction publique.

L'effectif d'assujettissement

Secteur privé

A compter du 1^{er} janvier 2006, les salariés qui occupent certaines catégories d'emploi exigeant des conditions d'aptitude particulières, jusqu'alors exclus de l'assiette d'assujettissement, seront pris en compte dans la comptabilisation de l'effectif servant au calcul de l'obligation d'emploi.

Secteur public

Concernant le secteur public, l'effectif pris en compte pour le calcul du taux d'emploi est constitué de l'ensemble des agents rémunérés au 1^{er} janvier de l'année écoulée.

Décompte des bénéficiaires

Secteur privé

Aujourd'hui, le décompte est fondé sur un système d'unités bénéficiaires qui valorise un certain nombre de paramètres attachés à la situation du salarié handicapé pouvant permettre de comptabiliser un bénéficiaire jusqu'à 5,5 unités.

La loi substitue à ce dispositif un décompte conduisant à comptabiliser chaque salarié bénéficiaire de l'obligation d'emploi pour une seule unité et ce, quel que soit son âge, l'importance de son handicap, la nature de son contrat de travail ou son parcours professionnel. Le classement des personnes reconnues travailleurs handicapés en trois catégories A, B ou C est par conséquent supprimé.

Chaque salarié bénéficiaire de l'obligation d'emploi est comptabilisé dès lors qu'il a été présent au moins six mois au cours des douze derniers mois et ce, quelle que soit la nature du contrat de travail ou sa durée. Toutefois, les salariés bénéficiaires sous contrat de travail temporaire ou mis à disposition par une entreprise extérieure ne sont pris en compte qu'au prorata de leur temps de présence dans l'entreprise au cours des douze derniers mois.

L'entrée en vigueur de ce nouveau dispositif est fixée au 1^{er} janvier 2006.

Secteur public

L'effectif des bénéficiaires de l'obligation d'emploi est constitué de l'ensemble des personnes relevant des catégories bénéficiaires

rémunérées au 1^{er} janvier de l'année écoulée. Chaque agent compte pour une unité.

- ♦ C. trav., art. L. 323-4 mod. et art. L. 323-4-1 créé par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 27, II et 36 : JO, 12 févr.
- ♦ L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 96, I : JO, 12 févr.

Contribution à l'AGEFIPH

La contribution à l'AGEFIPH est portée à 1 500 fois le SMIC horaire pour les employeurs qui ne remplissent pas leur obligation d'emploi pendant trois ans.

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées réforme le dispositif de contribution à l'AGEFIPH (association pour la gestion des fonds de développement pour l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés). Elle prévoit le principe d'une modulation de cette contribution et fixe ses nouveaux montants.

Les critères de modulation de la contribution

Jusqu'à présent, le montant de la contribution à l'AGEFIPH était modulé, entre 300 et 500 fois le SMIC horaire, en fonction du seul critère lié à l'effectif de l'entreprise. La loi assouplit ce dispositif en introduisant de nouveaux paramètres visant à tenir compte des efforts réalisés par l'employeur en matière d'emploi de personnes handicapées.

Ainsi, le montant de la contribution peut désormais être modulé en fonction :

- de l'effectif de l'entreprise et des emplois exigeant des conditions d'aptitude particulières qui y sont occupés ;
- de l'effort consenti par l'entreprise en matière de maintien dans l'emploi ou de recrutement direct de bénéficiaires de l'obligation d'emploi concernant notamment les personnes les plus lourdement handicapées ou rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi.

A ce titre, pendant une période de deux ans à compter du 1^{er} janvier 2006, les travailleurs handicapés classés en catégorie C sont considérés comme des travailleurs présentant un handicap lourd.

Montant de la contribution

A compter du 1^{er} janvier 2006, le montant plafond de la contribution est porté de 500 à 600 fois le SMIC horaire. Ce montant est porté à 1 500 fois le SMIC horaire pour les entreprises qui, pendant plus de trois ans, n'ont pas occupé de bénéficiaires de l'obligation d'emploi, n'ont pas appliqué d'accord collectif ou n'ont passé aucun contrat de sous-traitance avec une entreprise adaptée.

Les dépenses supportées directement par l'entreprise et destinées à favoriser l'accueil, l'accès ou le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés peuvent être déduites de cette contribution. Cette déduction s'opère sous réserve, d'une part, que ces dépenses n'incombent pas à l'entreprise au titre d'une obligation légale et, d'autre part, que les mesures réalisées n'aient pas bénéficié d'une aide de l'AGEFIPH.

- ♦ C. trav., art. L. 323-8-2 mod. par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 27, III : JO, 12 févr.
- ♦ L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 96, I et 96, II : JO, 12 févr.

(à créer) Contribution au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique

Création d'un fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique.

A l'instar de l'AGEFIPH pour le secteur privé, la loi crée un fonds pour l'insertion des personnes handicapées commun aux trois fonctions publiques (État, territoriale et hospitalière). Celui-ci sera alimenté par les contributions des employeurs publics qui ne remplissent pas leur obligation d'emploi.

• Mission et organisation du fonds

Le fonds a pour mission de favoriser l'insertion professionnelle des personnes handicapées au sein des trois fonctions publiques, ainsi que la formation et l'information des agents en relation avec ces personnes.

Il apporte son concours aux employeurs publics ainsi qu'à l'exploitant public « La poste », à l'exception des établissements publics à caractère industriel ou commercial (EPIC).

Un comité national, composé de représentants des employeurs des personnels et des personnes handicapées, définit notamment les orientations concernant l'utilisation des crédits du fonds et établit un rapport annuel soumis aux trois conseils supérieurs de la fonction publique ainsi qu'au conseil national consultatif des personnes handicapées (CNCPH).

• Montant de la contribution

Les employeurs peuvent s'acquitter de leur obligation d'emploi en versant au fonds une contribution annuelle pour chacun des bénéficiaires qu'ils auraient dû employer. La contribution est calculée en fonction du nombre d'unités manquantes constatées au 1^{er} janvier de l'année écoulée, selon des modalités analogues à celles existant dans le secteur privé.

Ainsi, le montant de la contribution est modulé selon les effectifs globaux employés et les efforts consentis par les employeurs pour l'accès et le maintien dans l'emploi des personnes handicapées.

L'entrée en vigueur de ce nouveau dispositif est fixée au 1^{er} janvier 2006 avec une montée en charge progressive jusqu'en 2010. Ainsi, le montant des contributions sera réduit de 80 % en 2006, de 60 % en 2007, de 40 % en 2008 et 20 % en 2009.

- ♦ C. trav., art. L. 328-8-6-1 créé par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 36, III : JO, 12 févr.
- ♦ L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 97 et 98 : JO, 12 févr.

17 Contrôle de l'obligation d'emploi : sanction

La pénalité due par les employeurs du secteur privé qui ne remplissent pas leur obligation d'emploi est majorée. Un système de pénalité est institué pour les employeurs publics.

A compter du 1^{er} janvier 2006, la pénalité due par les employeurs du secteur privé qui ne satisfont à aucune des mesures permettant de s'acquitter de l'obligation d'emploi sera égale au montant de la contribution due à l'AGEFIPH par les employeurs qui ne remplissent pas leur obligation d'emploi pendant plus de trois ans, majorée de 25 %.

↳ Sur le montant de la contribution AGEFIPH, voir ci-dessus, n° 15.

En ce qui concerne les employeurs du secteur public, la loi prévoit qu'à défaut de déclaration et de régularisation dans un délai d'un mois après une mise en demeure adressée par le gestionnaire du fonds pour la fonction publique, l'employeur est considéré comme ne remplissant pas son obligation d'emploi. Il est alors redevable d'une « pénalité » calculée sur la base de 6 % de l'effectif total rémunéré et recouvrée par le comptable du Trésor public.

- ♦ C. trav., art. L. 323-8-6 et L. 323-8-6-1 mod. par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 27, VI et 36, III : JO, 12 févr.

18 Obligation d'emploi : déclaration annuelle secteur public

Les employeurs du secteur public soumis à l'obligation d'emploi doivent désormais également déposer, au plus tard le 30 avril, auprès du comptable du Trésor public, une déclaration annuelle accompagnée du paiement de leur contribution. Le contrôle de la déclaration est effectué par le gestionnaire du fonds pour la fonction publique.

- ♦ C. trav., art. L. 323-8-6-1 créé par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 36 : JO, 12 févr.

19 (à créer) L'accès aux marchés publics

Les entreprises qui ne remplissent pas leur obligation d'emploi sont exclues des marchés publics.

Désormais, les personnes assujetties à l'obligation d'emploi qui, au cours de l'année précédant le lancement de la consultation, n'ont pas souscrit de déclaration annuelle relative à l'emploi de personnes handicapées ou n'ont pas, si elles en sont redevables, versé la contribution à l'AGEFIPH, ne sont plus admises à concourir aux marchés publics (♦ C. marchés publ., art. 44-1 nouv.).

De même, le respect de l'obligation d'emploi est pris en compte dans la sélection des candidats admis à présenter une offre en vue d'une délégation de service public (♦ CGCT, art. L. 1411-1 mod.).

- ♦ L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 29 et 30 : JO, 12 févr.

19bis (à créer) L'implication des partenaires sociaux dans l'emploi des travailleurs handicapés

L'emploi des personnes handicapées est désormais placé au cœur du dialogue social.

Afin d'impliquer davantage les partenaires sociaux dans la problématique de l'emploi des personnes handicapées, la loi du 11 février 2005 inscrit cette thématique dans le champ de la négociation collective obligatoire.

Ainsi, dans le cadre des accords de branche ou professionnels, les partenaires sociaux ont l'obligation de négocier tous les trois ans sur les mesures tendant à l'insertion professionnelle et au maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés. Pour cela, ils se basent sur un rapport établi par les employeurs de la branche en ce qui concerne la situation en matière d'obligation d'emploi.

De même, dans les entreprises qui comportent une section syndicale, l'employeur est tenu d'engager une négociation annuelle sur les conditions d'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, les conditions de travail et d'emploi ainsi que la sensibilisation au handicap de l'ensemble du personnel de l'entreprise.

- ♦ C. trav., art. L. 132-12 et L. 132-27 mod. par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 25 : JO, 12 févr.

20 La formation des travailleurs handicapés

Des politiques concertées d'accès à la formation et à la qualification professionnelles des personnes handicapées sont mises en œuvre.

Afin de créer les conditions collectives d'exercice du droit au travail des personnes handicapées, des politiques concertées d'accès à la formation et à la qualification professionnelles sont définies et mises en œuvre par l'État, l'Agence nationale pour l'emploi, l'AGEFIPH, le fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique, les conseils régionaux, les organismes de protection sociale, les organisations syndicales et les associations représentatives des personnes handicapées. Ces politiques ont notamment pour objectifs de recenser et de quantifier les besoins de formation ainsi que la qualité des formations dispensées.

Par ailleurs, les modalités de la formation professionnelle seront aménagées par décret afin de tenir compte des contraintes particulières des personnes handicapées. Ces aménagements peuvent prendre la forme d'un accueil à temps partiel ou discontinu, d'une adaptation de la durée de la formation et des modalités de validation.

- ♦ C. trav., art. L. 323-11-1 créé par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 26, V : JO, 12 févr.

40 Les aides de l'AGEFIPH

Une convention d'objectifs fixe, tous les trois ans, les engagements réciproques de l'État et de l'AGEFIPH concernant les mesures liées à l'emploi des personnes handicapées.

Sans remettre en cause l'autonomie de l'AGEFIPH (association pour la gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées), la loi du 11 février 2005 vise à renforcer la portée et la cohérence des engagements que l'association prend avec l'État.

A cette fin, une convention d'objectifs est conclue tous les trois ans entre l'État et l'association. Cette convention fixe notamment leurs engagements réciproques contribuant à la cohérence entre les mesures de droit commun de l'emploi et de la formation professionnelle relevant de la compétence de l'État et celles arrêtées par l'AGEFIPH. Elle détermine, par ailleurs, les moyens financiers nécessaires à l'atteinte de ces objectifs.

Cette convention détermine également les priorités et les grands principes d'intervention du service public de l'emploi (ANPE) et des organismes de placement spécialisés (Cap emploi).

- ♦ C. trav., art. L. 323-8-3 mod. par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 26 : JO, 12 févr.

40a (à créer) Aide à la compensation des charges liées à la réduction d'efficacité des travailleurs handicapés

Une aide est accordée aux employeurs pour compenser la réduction de rendement de certains travailleurs handicapés. Cette aide se substitue au dispositif des abattements de salaire.

▷ Voir ci-dessous PRESTATIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES, nos 28 et s., pages 425 et s.

47 Emplois à mi-temps et emplois dits « légers »

Dans un souci de cohérence avec l'ensemble des mesures visant à aligner le statut des salariés handicapés sur le droit commun, il est mis fin aux emplois protégés en milieu ordinaire (emplois à mi-temps et emplois « légers »).

- ♦ C. trav., art. L. 323-29 abrogé par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 38, III : JO, 12 févr.

51 Retraite anticipée

La pension de retraite des assurés handicapés ouvrant droit à une retraite anticipée est majorée. Le régime des fonctionnaires est aligné sur le celui du secteur privé.

La loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites a institué le droit à une retraite anticipée à taux plein pour les assurés handicapés du secteur privé. La nouvelle loi du 11 février 2005 complète ce dispositif en prévoyant une majoration du montant de la pension de retraite qui variera, dans des conditions fixées par décret, en fonction de la durée de cotisations à la charge de l'assuré.

Par ailleurs, la loi étend aux fonctionnaires le régime de la retraite anticipée à 55 ans applicable aux assurés du secteur privé. En ce qui concerne le montant de la pension des fonctionnaires, la loi prévoit qu'elle est calculée sur la base du nombre de trimestres nécessaires pour obtenir le pourcentage maximum de la pension civile ou militaire de retraite.

- ♦ CSS, art. L. 351-1-3 et L. 634-3-3 mod. par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 28 : JO, 12 févr.
- ♦ C. rur., art. L. 732-18-2 mod. par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 28 : JO, 12 févr.
- ♦ C. pens. retr., art. L. 24 mod. par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 28 : JO, 12 févr.

52 Les entreprises adaptées et les centres de distribution de travail à domicile (CDTD)

Les ateliers protégés deviennent des « entreprises adaptées » inscrites dans le milieu ordinaire de travail.

La politique volontariste menée depuis quelques années par les ateliers protégés les a conduits à se moderniser et à se rapprocher de la logique d'entreprise. La loi du 11 février 2005 tire les conséquences de cette évolution, d'une part, en les dénommant « entreprises adaptées » et, d'autre part, en leur donnant une place à part entière dans le milieu ordinaire au même titre que toute entreprise.

• Création

Les entreprises adaptées et les CDTD peuvent être créés par des collectivités ou organismes publics ou privés. Toutefois, dans le cas où ils sont créés par des sociétés commerciales, la loi précise qu'ils doivent obligatoirement être constitués en personnes morales distinctes.

La création de ces structures n'est plus, comme auparavant, soumise à un agrément. Un contrat d'objectifs triennal valant agrément est simplement passé avec le représentant de l'État dans la région. Ce contrat précise notamment le contingent d'aides au poste accordé annuellement par l'État.

• Fonctionnement

Les entreprises adaptées et les CDTD perçoivent, pour leur fonctionnement, une subvention spécifique visant à compenser les surcoûts générés par l'emploi de personnes handicapées à efficacité réduite et permettant, en outre, un suivi social et une formation des personnes à leur poste de travail. A cette subvention s'ajoute également, pour chaque travailleur handicapé qu'ils emploient, une aide au poste forfaitaire versée par l'État.

▷ Sur l'aide au poste, voir ci-dessous PRESTATIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES, nos 28 et s., page 425.

Par ailleurs, au titre de leur positionnement dans le milieu ordinaire de travail, ces entreprises bénéficient de l'ensemble des dispositifs destinés aux entreprises « ordinaires » et à leurs salariés. Toutefois, ils ne peuvent cumuler ces dispositifs, pour un même poste, ni avec l'aide au poste versée par l'État, ni avec aucune aide spécifique portant sur le même objet.

• Conditions d'admission

Jusqu'à présent, pour être admis en atelier protégé, les travailleurs handicapés devaient justifier d'une décision d'orientation spécifique prononcée par la COTOREP. Désormais, les orientations préconisées par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées ne distinguent plus que deux secteurs : le milieu ordinaire (entreprises adaptées et entreprises ordinaires) et le milieu protégé (établissements et services d'aide par le travail).

Ainsi, le travailleur handicapé orienté vers le marché du travail peut choisir, indifféremment, soit d'intégrer une entreprise adaptée, soit une entreprise ordinaire.

• Droit au retour des salariés démissionnaires

Afin de sécuriser la sortie des salariés handicapés des entreprises adaptées vers les entreprises ordinaires, il est prévu qu'en cas de départ volontaire vers l'entreprise ordinaire, le salarié démissionnaire bénéficie, au cas où il voudrait réintégrer l'entreprise adaptée, d'une priorité d'embauche.

- ♦ C. trav., art. L. 323-30, L. 323-31 et L. 323-33 mod. par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 38 : JO, 12 févr.

70 71 73 Les établissements et services d'aide par le travail

La vocation médico-sociale des établissements et services d'aide par le travail est confortée et de nouveaux droits sont reconnus aux travailleurs handicapés.

Les centres d'aide par le travail, désormais dénommés « Établissements et services d'aide par le travail », voient leur vocation médico-sociale renforcée par la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. Celle-ci procède en effet à une réactualisation de leur définition et de leurs missions.

• Missions

Ces établissements accueillent ou accompagnent les personnes handicapées adultes qui n'ont pu acquérir un minimum d'autonomie, leur assurent un soutien médico-social et éducatif permettant le développement de leurs potentialités et des acquisitions nouvelles, ainsi qu'un milieu de vie favorisant leur épanouissement personnel et social (♦ CASF, art. L. 344-1-1 nouv.). Au titre de leur mission de soutien médico-social et éducatif, il est précisé que ces établissements ont vocation à mettre en œuvre ou à favoriser l'accès à des actions d'entretien des connaissances, de maintien des acquis scolaires et de formation professionnelle, ainsi que des actions éducatives d'accès à l'autonomie et d'implication dans la vie sociale des personnes handicapées qu'ils accueillent (♦ CASF, art. L. 344-2-1 nouv.).

• Admission des personnes handicapées

La commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées prend la décision d'orientation dans les établissements et services d'aide par le travail, lorsqu'elle constate que les capacités de travail de la personne ne lui permettent, momentanément ou durablement, ni de travailler dans une entreprise ordinaire ni dans une entreprise adaptée ou un centre de distribution de travail à domicile, ni d'exercer une activité indépendante (♦ CASF, art. L. 344-2 mod.).

▷ Sur la commission, voir ci-dessous, HANDICAP, nos 22 et s., page 4422.

• Rémunération des travailleurs handicapés

L'établissement verse aux travailleurs handicapés qu'il accueille, une rémunération minimum garantie et perçoit de l'État une compensation, sous la forme d'une aide au poste. Ce dispositif se substitue à l'actuelle garantie de ressources des travailleurs handicapés (GRTH).

▷ Sur la rémunération garantie et l'aide au poste, voir ci-dessous PRESTATIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES, nos 28 et s., page 4425.

• Statut des travailleurs handicapés

Afin de mieux garantir aux travailleurs handicapés l'application de leurs droits, le contenu du contrat de séjour, applicable dans les établissements sociaux et médico-sociaux et prévu par l'article L. 311-4 du code de l'action sociale et des familles, est adapté. Il est alors dénommé « contrat de soutien et d'aide par le travail » (♦ CASF, art. L. 311-4 mod.).

Par ailleurs, la loi reconnaît au travailleur handicapé des nouveaux droits tels que le droit à congé et le droit à congé de présence parentale (♦ CASF, art. L. 344-2-2 et L. 344-2-3 nouv.).

• Détachement du travailleur handicapé en entreprise

Pour permettre aux personnes handicapées accueillies en établissement ou service d'aide par le travail d'évoluer vers le milieu ordinaire, il est instauré une possibilité de détachement dans le cadre d'une convention d'appui conclue avec l'employeur. La mise en œuvre de ce dispositif passerelle est assortie d'un droit à réintégration au sein du CAT (♦ CASF, art. L. 344-2-4 et L. 344-2-5 nouv.).

♦ CASF, art. L. 311-4 et L. 344-1-1 à L. 344-2-5 mod. par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 39 : JO, 12 févr.

Établissements sociaux et médico-sociaux

68 Contrat de séjour dans les établissements et service d'aide par le travail

▷ Voir ci-dessus, nos 68 et s., les dispositions sur le contrat de soutien et d'aide par le travail.

100 (à créer) Création d'un plan interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PIAHPA)

Un programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie déterminera désormais, au niveau régional, les priorités de financement des créations, extensions ou transformations d'établissements ou de services.

La loi du 11 février 2005 crée le programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie. Celui-ci concernera les établissements et services sociaux et médico-sociaux destinés aux personnes âgées et aux personnes handicapées. Il sera établi par le représentant de l'État dans la région en liaison avec les préfets de département concernés. Chaque année, il devra être actualisé. Avant d'être arrêté ou actualisé, le programme sera soumis pour avis au CROSMS.

Ce programme dressera, pour la part des prestations financée sur décision tarifaire de l'autorité compétente de l'État, les priorités de financement des créations, extensions ou transformations d'établissements ou de services au niveau régional.

Ces priorités seront établies et actualisées sur la base des schémas nationaux, régionaux et départementaux d'organisation sociale et médico-sociale. Elles veilleront en outre à garantir :

– la prise en compte des orientations fixées par le représentant de l'État ;

– un niveau d'accompagnement géographiquement équitable des différentes formes de handicap et de dépendance ;

– l'accompagnement des handicaps de faible prévalence, au regard notamment des dispositions des schémas nationaux d'organisation sociale et médico-sociale ;

– l'articulation de l'offre sanitaire et de l'offre médico-sociale au niveau régional.

Enfin, il convient de noter que ces programmes deviennent un des critères de délivrance des autorisations de création, de transformation ou d'extension des établissements et services sociaux et médico-sociaux.

♦ CASF, art. L. 312-5-1 créé par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 58 : JO, 12 févr.

Handicap

5 La reconnaissance du handicap : définition

Le législateur introduit pour la première fois, avec la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, une définition du handicap.

Constitue un handicap toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant.

♦ CASF, art. L. 114 créé par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 2 : JO, 12 févr.

21a (à créer) Politique de prévention du handicap

Le cadre de la politique de prévention du handicap est défini par la loi.

La loi du 11 février 2005 précise que l'État, les collectivités territoriales et les organismes de protection sociale sont chargés de mettre en œuvre des politiques de prévention, de réduction et de compensation des handicaps et les moyens nécessaires à leur réalisation. Ces politiques s'appuient sur des programmes de recherche pluridisciplinaires (♦ CASF, art. L 114-3 et L 114-3-1 nouv.).

La loi détermine les axes de la politique de prévention. Elle contient, en outre, plusieurs dispositions s'inscrivant dans ce cadre, comme notamment :

- la possibilité pour les personnes handicapées de bénéficier de consultations médicales de prévention supplémentaires spécifiques (♦ C. santé publ., art. L 1411-6 mod.);

- la possibilité pour les personnes lourdement handicapées qui ne peuvent effectuer elles-mêmes les gestes liés à des soins prescrits par un médecin, de désigner un aidant naturel ou une personne de leur choix pour réaliser ces gestes (♦ C. santé publ., art. L 1111-6-1 nouv.);

- la formation des professionnels de santé et du secteur médico-social, au cours de leur formation initiale et continue, à l'évolution des connaissances relatives aux pathologies à l'origine du handicap et à l'annonce du handicap (♦ C. santé publ., art. L 1110-1-1 nouv.);

- la formation des aidants familiaux, des bénévoles associatifs et des accompagnateurs non professionnels intervenants auprès des personnes handicapées (♦ CASF, art. L 248-1 nouv.).

Par ailleurs, afin d'assurer la coordination des politiques de prévention et de dépistage des problèmes de santé, il est créé un Observatoire national sur la formation, la recherche et l'innovation sur le handicap (♦ CASF, art. L 114-3-1 nouv.).

♦ L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 4, art. 6 à 9 et art. 80 : JO, 12 févr.

31a (à créer) Actions en justice des associations en cas de maltraitance

La loi étend à de nouvelles infractions la possibilité pour les associations représentatives de personnes handicapées de se constituer partie civile.

Outre les situations de discrimination et d'infraction aux règles d'accessibilité, les associations représentatives de personnes handicapées peuvent désormais exercer les droits reconnus à la partie civile, dès lors que l'action publique a été mise en mouvement par le ministère public ou la partie lésée, dans les cas d'atteintes volontaires à la vie, d'atteintes à l'intégrité physique ou psychique, d'agressions et autres atteintes sexuelles, de délaissement, d'abus de vulnérabilité, de bizutage, d'extorsion, d'escroquerie, de destructions et dégradations et de non-dénonciation de mauvais traitements, commis en raison de l'état de santé ou du handicap de la victime.

♦ C. pr. pén., art. 2-8 mod. par L. n° 2005, 11 févr. 2005, art. 83 : JO, 12 févr.

11a (à créer) Le droit à compensation

Le droit à compensation est conçu de manière globale : il intègre tous les moyens de compensation individuels et collectifs dans tous les domaines de la vie de la personne handicapée.

L'article 53 de la loi du 17 janvier 2002 de modernisation sociale avait introduit le principe d'un droit à compensation pour toute personne handicapée, quelle que soit l'origine et la nature de la déficience, son âge ou son mode de vie. La nouvelle législation précise le contenu de ce droit à compensation et confie son financement à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA).

• Le droit à compensation

La compensation est conçue de manière globale, intégrant des moyens de compensation individuels et collectifs dans tous les domaines de la vie de la personne handicapée. Elle peut, notamment, prendre la forme de temps de répit pour l'entourage, de développement de groupes d'entraide mutuelle ou de places en établissements spécialisés ainsi que d'aides de toute nature à la personne ou aux institutions pour vivre en milieu ordinaire ou adapté (♦ CASF, art. L 114-1-1 nouv.).

Les besoins de compensation sont inscrits dans un plan de compensation élaboré en considération des besoins et des aspirations de chaque personne handicapée au regard de son projet de vie.

L'une des illustrations majeures de ce droit à compensation est la création, par la loi, de la prestation de compensation.

▷ Sur le plan et la prestation de compensation, voir ci-dessous, PRESTATIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES, n° 73, page 428.

• Le financement de la compensation

C'est à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), instituée par la loi du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et handicapées, que le législateur confie le soin d'assurer le financement de la compensation.

Ainsi, la CNSA a notamment pour mission de contribuer au financement de l'accompagnement de la perte d'autonomie des personnes handicapées vivant à domicile ou en établissement et d'assurer la répartition équitable sur le territoire national de l'ONDAM médico-social. Elle apporte, à ce titre, un concours aux départements pour le financement de la prestation de compensation (♦ CASF, art. L 14-10-1 nouv.).

La Caisse conclut avec l'État, tous les quatre ans, une convention d'objectifs et de gestion comportant des engagements réciproques. Elle transmet, chaque année, au Parlement et au gouvernement, un rapport présentant ses comptes, un diagnostic d'ensemble des conditions de prise en charge de la perte d'autonomie sur le territoire national ainsi que, le cas échéant, des recommandations (art. 55 à 63 de la loi).

▷ Pour plus de détails sur les missions et le fonctionnement de la CNSA, voir ci-dessous, PERSONNES ÂGÉES, n° 117, page 424.

• Suivi statistique

Un suivi statistique de la mise en œuvre du droit à compensation par les maisons départementales des personnes handicapées, les commissions des droits et de l'autonomie et les organismes en charge des prestations est prévu par la loi (♦ CASF, art. L 247-1 à L 247-7 nouv.).

♦ L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 11, 55 à 63 et 88 : JO, 12 févr.

11b (à créer) Conférence nationale du handicap

A compter du 1^{er} janvier 2006, le gouvernement organisera tous les trois ans, une conférence nationale du handicap.

Afin de débattre des orientations et des moyens de la politique concernant les personnes handicapées, la loi institue, à compter du 1^{er} janvier 2006, une conférence nationale du handicap.

Organisée tous les trois ans par le gouvernement, cette conférence regroupe les différents acteurs concernés par la question du handicap et notamment : les associations représentatives des personnes handicapées, les représentants des organismes gestionnaires des établissements ou services sociaux et médico-sociaux accueillant des personnes handicapées; les représentants des départements et des organismes de sécurité sociale, les organisations syndicales et patronales représentatives et les organismes qualifiés.

A l'issue des travaux de la conférence, le gouvernement dépose, après avis du Conseil national consultatif des personnes handicapées (CNCPH), un rapport au Parlement sur la mise en œuvre de la politique nationale en faveur des personnes handicapées.

♦ CASF, art. L 114-2-1 créé par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 3 : JO, 12 févr.

20 Représentation des associations au sein des instances

Les instances en charge de la politique en faveur des personnes handicapées doivent comprendre simultanément des représentants d'associations gestionnaires et non gestionnaires.

Dans un souci de favoriser le pluralisme des associations au sein des instances en charge de la politique en faveur des personnes handicapées, le législateur institue une règle de présence simultanée de représentants désignés par des associations gestionnaires et non gestionnaires. Cette règle concerne toutes les instances, qu'elles soient nationales ou territoriales, à vocation consultative ou décisionnelle.

Les associations « gestionnaires » concernées sont celles qui participent à la gestion des établissements et services sociaux et médico-sociaux suivants :

- les établissements ou services d'enseignement et d'éducation spéciale et les centres d'action médico-sociale précoce ;
- les établissements ou services d'aide par le travail, de réadaptation, de préorientation et de rééducation professionnelle ;
- les établissements et services qui accueillent des personnes adultes handicapées et les services qui leur apportent une aide à domicile.

♦ CASF, art. L. 146-1 A créé par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 1^{er} : JO, 12 févr.

21 La maison départementale des personnes handicapées

Il est créé, dans chaque département, une maison départementale des personnes handicapées.

Afin de faciliter les démarches des personnes handicapées et de leur famille, la loi du 11 février 2005 crée dans chaque département une maison départementale des personnes handicapées.

• Missions (CASF, art. L. 146-3 et L. 146-7 nouv.)

La maison départementale a pour mission d'accueillir, d'informer, d'accompagner et de conseiller les personnes handicapées et leur famille, ainsi que de sensibiliser tous les citoyens au handicap. Elle offre un accès unique aux droits et prestations aux personnes handicapées, à toutes les possibilités d'appui dans l'accès à la formation et à l'emploi et à l'orientation vers les établissements et services. Elle facilite ainsi les démarches des personnes et de leurs familles.

A cette fin, elle met à disposition, pour les appels d'urgence, un numéro téléphonique en libre appel gratuit et réalise un livret d'information sur les droits des personnes handicapées et sur la lutte contre la maltraitance.

La maison départementale met également en œuvre l'accompagnement nécessaire aux personnes handicapées et à leur famille après l'annonce et lors de l'évolution du handicap et assure à la personne handicapée et à sa famille l'aide nécessaire à la formulation de son projet de vie et à la mise en œuvre des décisions de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (v. ci-dessous, nos 22 et s.).

A ce titre, elle organise notamment des actions de coordination avec les autres dispositifs sanitaires et médico-sociaux et désigne, en son sein, un référent pour l'insertion professionnelle.

La maison départementale est par ailleurs chargée de mettre en place et d'organiser le fonctionnement de l'équipe pluridisciplinaire chargée d'évaluer les besoins de compensation, de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées et enfin de la procédure de conciliation interne. Elle désigne la personne référente chargée de recevoir les réclamations individuelles (v. ci-dessous).

• Fonctionnement (CASF, art. L. 146-4 nouv.)

La maison départementale est constituée sous la forme d'un groupement d'intérêt public (GIP). Sa tutelle administrative et financière est confiée au département. Le département, l'État et les organismes locaux d'assurance maladie et d'allocations familiales sont membres de droit de ce groupement.

La maison départementale est administrée par une commission exécutive présidée par le président du conseil général. Cette commission comprend notamment : des représentants du département des représentants des associations de personnes handicapées désignés par le conseil départemental consultatif des personnes handicapées, des représentants de l'État, des représentants des organismes locaux d'assurance maladie et d'allocations familiales.

• Fonds départemental de compensation du handicap (CASF, art. L. 146-5 nouv.)

Chaque maison départementale gère un fonds départemental de compensation du handicap. Ce fonds est chargé d'accorder des aides financières aux personnes handicapées afin de leur permettre de faire face aux frais de compensation qui restent à leur charge après attribution de la prestation de compensation...

▷ Sur la prestation de compensation, voir ci-dessous PRESTATIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES, n° 73, page 428.

Le département, l'État, les autres collectivités territoriales, les organismes d'assurance maladie, les caisses d'allocations familiales, les mutuelles, l'AGEFIPH, le fonds de la fonction publique et les autres personnes morales concernées peuvent participer au financement du fonds.

• L'équipe pluridisciplinaire (CASF, art. L. 146-8 et L. 146-9 nouv.)

Une équipe pluridisciplinaire est mise en place dans chaque maison départementale. Elle a pour mission d'évaluer les besoins de compensation de la personne handicapée et son incapacité permanente sur la base de son projet de vie ; elle propose un plan personnalisé de compensation du handicap. Pour cela, elle entend la personne handicapée, ou le cas échéant son représentant, et se rend sur son lieu de vie.

Sa composition peut varier en fonction de la nature du ou des handicaps de la personne handicapée. Elle peut également faire appel, en tant que de besoin, à des centres de ressources, centres d'information et de coordination ou encore à des centres de référence pour les maladies rares.

L'évaluation à laquelle procède l'équipe pluridisciplinaire sert ensuite de base aux décisions relatives à l'ensemble des droits de la personne handicapée prises par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (v. ci-dessous, nos 22 et s.).

• L'équipe de veille pour les soins infirmiers (CASF, art. L. 146-11 nouv.)

Une équipe de veille pour les soins infirmiers est créée au sein de chaque maison départementale. Cette équipe a pour mission :

- d'évaluer les besoins de prise en charge de soins infirmiers et de mettre en place les dispositifs permettant d'y répondre ;
- de gérer un service d'intervention d'urgence auprès des personnes handicapées.

• Conciliation et traitement amiable des litiges (CASF, art. L. 146-10 et L. 146-13 nouv.)

La maison départementale organise le fonctionnement de la procédure de conciliation prévue en cas de contestation, par la personne handicapée ou son représentant, de la décision de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées. Elle établit la liste des personnes qualifiées chargées de proposer les mesures de conciliation.

▷ Sur les conditions de mise en œuvre de la procédure de conciliation, voir ci-dessous, nos 22 et s.

La maison départementale organise par ailleurs le traitement des réclamations individuelles des personnes handicapées ou de leur représentant concernant la mise en œuvre des droits fondamentaux. A cette fin, elle met en place une personne référente dont la mission consiste à recevoir et à orienter les réclamations vers les services et autorités compétents (Médiateur de la République, corps d'inspection et de contrôle compétents).

♦ CASF, art. L. 146-3 à L. 146-13 créés par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 64 : JO, 12 févr.

221-52 et s. La commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées

Une commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées est créée dans chaque département ; elle prend les décisions relatives à l'ensemble des droits de cette personne, notamment en matière d'attribution de prestations et d'orientation.

La loi du 11 février 2005 crée, dans chaque département, une commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées. Cette commission remplace la commission départementale de l'éducation spéciale (CDES) et la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP).

• Attributions (CASF, art. L. 146-9 et L. 241-6 nouv.)

La commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées est compétente pour :

- se prononcer sur l'orientation de la personne handicapée et sur les mesures propres à assurer son insertion scolaire, professionnelle et sociale ;
- désigner les établissements ou les services correspondant aux besoins de l'enfant ou de l'adolescent ainsi que les établissements ou services concourant à la rééducation, à l'éducation, au reclassement et à l'accueil de l'adulte handicapé ;
- apprécier si l'état ou le taux d'incapacité de la personne handicapée justifie l'attribution :
 - de l'allocation d'éducation pour enfant handicapé et de son complément ;
 - de la majoration spécifique pour parent isolé d'enfant handicapé ;
 - de la carte d'invalidité et de la carte « priorité pour personne handicapée » ;
 - de l'allocation aux adultes handicapés et du complément de ressources ;
- apprécier si les besoins de compensation de l'enfant ou de l'adulte handicapé justifient l'attribution de la prestation de compensation ;
- reconnaître la qualité de travailleur handicapé ;
- statuer sur l'accompagnement des personnes handicapées âgées de plus de soixante ans hébergées dans les structures pour personnes handicapées adultes.

La commission prend ces décisions sur la base de l'évaluation réalisée par l'équipe pluridisciplinaire, des souhaits exprimés par la personne handicapée ou son représentant légal dans son projet de vie, et du plan de compensation.

À noter que, désormais, l'orientation d'un travailleur handicapé vers un établissement ou service d'aide par le travail, vaut automatiquement reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé ♦ C. trav., art. L. 323-10 mod.).

• Composition (CASF, art. L. 241-5 nouv.)

La commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées comprend notamment des représentants du département, les services de l'État, des organismes de protection sociale, des organisations syndicales, des associations de parents d'élèves et, pour au moins un tiers de ses membres, des représentants des personnes handicapées et de leur famille, ainsi qu'un membre du conseil départemental consultatif des personnes handicapées (CDCPH). Des représentants des organismes gestionnaires d'établissements ou de services siègent avec voix consultative.

Le président est désigné tous les deux ans par les membres en son sein.

• Fonctionnement (CASF, art. L. 241-5 à L. 241-8 et L. 241-10 nouv.)

La commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées siège en formation plénière. Elle peut également être organisée en sections locales ou spécialisées. Dans ce cas, les sections comportent obligatoirement un tiers des représentants des personnes handicapées.

Les décisions sont prises selon des modalités et règles de majorité de vote définies par décret. Toutefois, lorsque la décision concerne l'attribution de la prestation de compensation, la majorité des voix doit être détenue par les représentants du conseil général.

Sauf opposition de la personne handicapée ou de son représentant, les décisions peuvent également être prises selon une procédure simplifiée.

Les modalités de fonctionnement applicables à la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées en ce qui concerne la motivation et la portée des décisions, la consultation de la personne handicapée ou de son représentant ainsi que les règles liées au secret professionnel des membres, sont identiques à celles jusqu'alors en vigueur dans les CDES et COTOREP.

• Procédure de conciliation (CASF, art. L. 146-10 nouv.)

Une procédure facultative de conciliation est instituée en amont des voies de recours contentieux. Ainsi, lorsqu'une personne handicapée estime qu'une décision de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées méconnaît ses droits, elle peut demander l'intervention d'une personne qualifiée chargée de proposer des mesures de conciliation. Les délais de recours contentieux se trouvent alors suspendus durant la procédure de conciliation.

• Recours contentieux (CASF, art. L. 241-9 nouv.)

Les décisions de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées peuvent faire l'objet d'un recours devant le tribunal du contentieux de l'incapacité.

Toutefois, lorsqu'il s'agit des décisions concernant l'orientation et les mesures relatives à l'insertion professionnelle et sociale d'une personne handicapée adulte et la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé, le recours est porté devant le tribunal administratif.

La commission départementale des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés est supprimée.

REMARQUE : à noter que la loi ne précise pas les voies de recours applicables aux décisions relatives à l'accompagnement des personnes handicapées âgées de plus de soixante ans hébergées en établissement pour personnes handicapées adultes.

♦ CASF, art. L. 146-9 et L. 241-5 à L. 241-11 créés par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 64 et 66 : JO, 12 févr.

241-6 Admission et prise en charge en établissement

C'est désormais la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées qui décide de l'admission en établissement.

▷ Sur la commission, voir ci-dessus, nos 22 et s.

▷ Sur les règles de participation de la personne hébergée à ses frais d'hébergement et sur les règles de récupération de l'aide sociale, voir ci-dessous, PRESTATIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES, nos 118 a et s., page 4432.

241-61 La carte d'invalidité

La carte d'invalidité est délivrée par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées.

La carte d'invalidité est désormais délivrée, à titre définitif ou pour une durée déterminée, par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (et non plus, comme auparavant, par le préfet) aux personnes atteintes d'une incapacité permanente de 80 % ainsi qu'aux invalides de la sécurité sociale classés en troisième catégorie.

Cette carte permet notamment d'obtenir une priorité d'accès aux places assises dans les transports en commun, dans les espaces et salles d'attente ainsi que dans les établissements et les manifestations accueillant du public, tant pour son titulaire que pour la personne qui l'accompagne. Elle permet également d'obtenir une priorité dans les files d'attente.

Ces droits doivent être rappelés par un affichage clair et visible dans les lieux concernés.

- ♦ CASF, art. L. 241-3 mod. par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 65 : JO, 12 févr.

117 La carte de « Priorité pour personne handicapée »

La carte « Station debout pénible » est remplacée par la carte « Priorité pour personne handicapée ».

Jusqu'à présent, la personne atteinte d'une incapacité inférieure à 80 % bénéficiait d'une carte « Station debout pénible », délivrée par le préfet. Désormais, cette personne peut recevoir, sur sa demande et pour une durée déterminée, une carte portant la mention « Priorité pour personne handicapée », délivrée par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées.

Cette carte ouvre droit aux mêmes avantages que la carte d'invalidité en ce qui concerne les priorités d'accès.

▷ Sur les priorités d'accès applicables à la carte d'invalidité, voir ci-dessus, n° 112.

- ♦ CASF, art. L. 241-3-1 mod. par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 65 : JO, 12 févr.

120 La carte de stationnement : bénéficiaires

Dorénavant, toute personne atteinte d'un handicap, quel que soit son taux d'incapacité, peut bénéficier de la carte de stationnement dès lors qu'elle justifie que ce handicap réduit de manière importante et durable sa capacité et son autonomie de déplacement à pied ou impose qu'elle soit accompagnée par une tierce personne dans ses déplacements. Avant la loi du 11 février 2005, la carte de stationnement était réservée aux titulaires de la carte d'invalidité.

- ♦ CASF, art. L. 241-3-2 mod. par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 65 : JO, 12 févr.

124 Permis de conduire : aménagements pour les personnes sourdes et malentendantes

Les épreuves du permis de conduire sont adaptées pour les personnes sourdes et malentendantes.

Afin de garantir l'exercice de la libre circulation et d'adapter les nouvelles épreuves du permis de conduire aux personnes sourdes et malentendantes, la loi prévoit qu'un interprète ou un médiateur langue des signes sera présent aux épreuves théoriques et pratiques du permis de conduire (permis B) lors des sessions spécialisées mises en place pour les personnes sourdes.

De même, le temps nécessaire à la bonne compréhension des traductions de l'interprète ou du médiateur par le candidat sera accordé lors des examens théoriques.

- ♦ L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 77 : JO, 12 févr.

152 (à créer) Conditions d'accès aux transports des animaux accompagnant des personnes handicapées

▷ Sur les conditions d'accès aux transports des animaux accompagnant une personne handicapée, voir ci-dessous n° 160.

155 Assurances liées aux emprunts

La convention du 19 septembre 2001, dite « convention Belorgey », visant à améliorer l'accès à l'assurance des personnes

présentant un risque de santé aggravé, est étendue aux personnes handicapées.

- ♦ C. santé publ., art. L. 1141-2 mod. par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 91 : JO, 12 févr.

158 Fiscalité : revenus non imposables

La prestation de compensation vient s'ajouter à la liste des prestations et allocations non imposables.

▷ Sur la prestation de compensation, voir ci-dessous, PRESTATIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES, n° 73, page 4428.

140 Réductions d'impôt : contrat d'assurance décès en faveur d'une personne handicapée

Majoration du montant de la réduction d'impôt et extension des catégories de bénéficiaires.

Les primes afférentes à des contrats d'assurance en cas de décès souscrits en faveur d'une personne handicapée, ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 25 % des versements dans la limite d'un plafond annuel. La loi porte ce plafond à 1 525 € majoré de 300 € par enfant à charge (contre, respectivement, 1 070 € et 230 €).

En outre, jusqu'à présent, seuls les contrats conclus par les parents en faveur de leur enfant handicapé ouvraient droit à la réduction d'impôt. Désormais, sont également concernés les contrats d'assurance-décès souscrits en faveur de tout parent handicapé de l'assuré, en ligne directe ou collatérale, jusqu'au troisième degré ou en faveur de toute personne handicapée réputée à la charge de l'assuré au titre de l'impôt sur le revenu.

- ♦ CGI, art. 199 septies, I mod. par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 85 : JO, 12 févr.

154 (à créer) Accessibilité des programmes de télévision aux personnes sourdes et malentendantes

Dans un délai de cinq ans, les programmes de télévision devront être accessibles aux personnes sourdes et malentendantes.

La loi du 11 février 2005 fixe comme obligation aux services de télévision dont l'audience moyenne annuelle dépasse 2,5 %, d'adapter tous leurs programmes, à l'exception des messages publicitaires, de manière à les rendre accessibles aux personnes sourdes et malentendantes, dans un délai maximum de cinq ans. Des dérogations pourront cependant être accordées en fonction des caractéristiques de certains programmes. Des allègements peuvent également être prévus pour les services de télévision locale.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel et le gouvernement consulteront chaque année le Conseil national consultatif des personnes handicapées (CNCPPH) sur le contenu des obligations de sous-titrage et de recours à la langue des signes française, sur la nature et la portée des dérogations ainsi que sur les engagements de la part des éditeurs de services en faveur des personnes sourdes et malentendantes.

- ♦ L. n° 86-1067, 30 sept. 1986, art. 28, 33-1, 53 et 81 mod. par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 74 : JO, 12 févr.

157 (à créer) Accès aux services publics

■ Accès aux services de communication publique en ligne

Afin de favoriser l'accès aux services publics, le législateur pose l'obligation d'accessibilité aux personnes handicapées des services de communication publique en ligne relevant des services de l'État, des collectivités territoriales et des établissements publics qui en dépendent.

L'accessibilité des services de communication publique en ligne concerne tout type d'information sous forme numérique quels que soient le moyen d'accès, les contenus et les modes de consultation.

Les modalités d'application de ces dispositions et les sanctions applicables en cas de non-respect seront précisées par décret. Les services de communication publique en ligne existants devront se mettre en conformité dans un délai maximum de trois ans.

♦ L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 47 : JO, 12 févr.

■ Aménagements spécifiques pour les personnes déficientes auditives

Un dispositif de communication adapté aux personnes atteintes de déficience auditive est mis en place par la loi de manière à faciliter leurs relations avec les services publics de quelque nature qu'ils soient.

Ces personnes peuvent ainsi, sur leur demande, bénéficier d'une traduction écrite simultanée ou visuelle de toute information orale ou sonore les concernant. Le dispositif de communication adapté peut notamment prévoir la transcription écrite ou l'intervention d'un interprète en langue des signes française ou d'un codeur en langage parlé complété.

Par ailleurs, les modalités d'accès des personnes déficientes auditives aux services téléphoniques d'urgence seront précisées par un décret.

♦ L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 78 : JO, 12 févr.

■ (à créer) Accès à la justice

Des aménagements sont prévus pour faciliter l'accès au service public de la justice aux personnes handicapées.

Des adaptations spécifiques aux différents types de déficiences sont prévues pour permettre aux personnes handicapées d'accéder à la justice.

Ainsi, les personnes sourdes peuvent bénéficier d'un dispositif de communication adapté de leur choix devant les juridictions. Les frais sont à la charge de l'État.

Pour les personnes déficientes visuelles, il est mis à leur disposition une aide technique adaptée afin de leur permettre d'accéder aux pièces du dossier.

Les personnes aphasiques, quant à elles, peuvent se faire accompagner devant les juridictions par une personne de leur choix ou un professionnel.

♦ L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 76 : JO, 12 févr.

■ (à créer) L'exercice des droits civiques

Les conditions d'inscription des majeurs sous tutelle sur les listes électorales sont assouplies et les conditions de vote rendues accessibles à toutes les personnes handicapées.

Jusqu'à présent, les majeurs placés sous tutelle ne pouvaient en aucun cas être inscrits sur les listes électorales. La loi assouplit cette interdiction en prévoyant que les majeurs sous tutelle peuvent désormais être inscrits lorsqu'ils ont été autorisés à voter par le juge des tutelles.

Par ailleurs, la loi stipule que les bureaux et les techniques de vote doivent être accessibles aux personnes handicapées, quel que soit le type de handicap. Les machines à voter doivent permettre aux électeurs handicapés de voter de façon autonome.

♦ C. élect., art. L. 5, L. 57-1 et L. 62 mod. par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 71 à 73 : JO, 12 févr.

■ (à créer) Conditions d'accès aux lieux publics des animaux accompagnant une personne handicapée

Les chiens d'assistance accompagnant les personnes handicapées sont autorisés à accéder aux lieux publics. Aucune facturation supplémentaire ne peut être appliquée.

Les chiens guide d'aveugle ou d'assistance accompagnant une personne handicapée titulaire de la carte d'invalidité sont autorisés à accéder aux transports, aux lieux ouverts au public, ainsi qu'à ceux permettant une activité professionnelle, formatrice ou éducative.

Les animaux dont le propriétaire peut justifier de l'éducation sont dispensés du port de la muselière.

Aucune facturation supplémentaire pour l'accès aux services et prestations ne peut être appliquée en raison de la présence de l'animal.

♦ C. rur., art. L. 211-30 créé par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 53 : JO, 12 févr.

♦ L. n° 87-588, 30 juill. 1987, art. 88 mod. par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 54 : JO, 12 févr.

Personnes âgées

■ Allocation personnalisée d'autonomie et compensation des incapacités

L'article 13 de la loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fixe à cinq ans le délai selon lequel toutes les barrières d'âge distinguant les modalités de compensation du handicap à domicile et les modalités de prise en charge des frais d'hébergement en établissement devront être abolies.

Concrètement, cette disposition devrait entraîner, à l'échéance de 2010, la substitution de la prestation personnalisée de compensation du handicap à l'APA pour toutes les personnes âgées en perte d'autonomie de plus de 60 ans.

♦ L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 13 : JO, 12 févr. 2005

■ Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie

La Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie se met en place. Ses missions et son fonctionnement sont précisés.

La loi du 11 février 2005 apporte des précisions sur les missions et les modalités de gestion de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie créée par la loi du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées. Notons qu'à titre transitoire, et jusqu'à une date qui sera fixée par arrêté ministériel, le fonds de solidarité vieillesse gère la CNSA.

• Missions

La CNSA a pour missions :

- de contribuer au financement de l'accompagnement de la perte d'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées, à domicile et en établissement, dans le respect de l'égalité de traitement des personnes concernées sur l'ensemble du territoire ;

- d'assurer l'expertise et de proposer les référentiels nationaux d'évaluation des déficiences et de la perte d'autonomie ainsi que les méthodes et outils d'évaluation des besoins individuels de compensation ;

- d'appuyer la formalisation des schémas nationaux d'actions prioritaires pour la prise en charge des personnes âgées et personnes handicapées et des programmes interdépartementaux d'accompagnement du handicap et de la perte d'autonomie

(PIAHPA). Ces programmes, élaborés au niveau des préfectures de région, ont vocation à fixer la répartition des mesures nouvelles en places médicalisées financées par l'assurance maladie (v. n° 100 a, p. 4419) ;

- de contribuer à l'information sur les aides techniques pour l'autonomie ;
- de diffuser les bonnes pratiques, en matière d'évaluation des besoins, et d'assurer l'animation du réseau des maisons départementales du handicap ;
- de définir, en lien avec les autres institutions concernées, des indicateurs et des outils de recueil de données anonymisées afin d'évaluer les besoins de compensation et d'analyser la perte d'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;
- de participer, avec les autres institutions, à l'élaboration de programmes de recherche dans le domaine de la prévention et de la compensation de la perte d'autonomie ;
- d'assurer la coopération avec les institutions étrangères ayant le même objet ;
- de participer à la définition et au contenu des formations qui concernent les personnels salariés et non salariés, engagés dans la prévention et la compensation des handicaps et de la perte d'autonomie.

• Convention d'objectifs et de moyens avec l'État

La CNSA conclut avec l'État une convention d'objectifs et de moyens pour une durée minimale de quatre ans. Cette convention précise :

- les objectifs liés à la mise en œuvre des mesures législatives et réglementaires entrant dans le domaine de compétence de la caisse ;
- les priorités, en termes de création de places et d'équipements nouveaux ;
- les objectifs fixés aux services déconcentrés de l'État pour la mise en œuvre des mesures nouvelles de places médicalisées, à domicile ou en établissement ;
- les règles de calcul et l'évolution des charges de gestion de la caisse.

La nature et le contenu de la convention d'objectifs et de moyens seront fixés par un décret à paraître.

• Composition et fonctionnement

La CNSA est administrée par un conseil et un directeur, assistés par un conseil scientifique, dans la définition des orientations et la conduite des actions de la caisse.

La composition du conseil est fixée par la loi. Il comprend des représentants des associations œuvrant nationalement en faveur des personnes handicapées et des personnes âgées, des représentants des conseils généraux, de l'État, de parlementaires, des représentants des organisations syndicales ainsi que des personnes qualifiées.

Le président de la CNSA est choisi, par le ministre chargé de la protection sociale, parmi les personnes qualifiées.

Un décret en Conseil d'État fixera la composition, les modalités de désignation des membres et de fonctionnement du conseil.

Le conseil scientifique peut être saisi, par le conseil ou par le directeur, de toute question technique ou scientifique entrant dans le domaine de compétence de la caisse. La composition et les modalités de désignation des membres du comité scientifique seront fixées par décret.

• Prise en compte des dépenses de soins de la CNSA dans la fixation de l'ONDAM

Le financement des prestations de soins, délivrées par les établissements et services et prises en charge par l'assurance maladie, est soumis à un objectif de dépenses.

Cet objectif est fixé par arrêté ministériel, en fonction d'une contribution des régimes d'assurance maladie fixée au sein de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (ONDAM), et votée chaque année par le Parlement, dans le cadre du projet de loi de financement de la sécurité sociale.

• Ressources et dépenses

Les ressources et les charges de la CNSA s'organisent en six sections respectivement compétentes pour :

- le financement des établissements et services sociaux et médico-sociaux, sous compétence tarifaire de l'État, accueillant des personnes handicapées, d'une part, et des personnes âgées, d'autre part ;
 - le financement de l'allocation personnalisée d'autonomie ;
 - le financement de la prestation de compensation ouverte aux personnes handicapées de moins de 60 ans ;
 - la promotion des actions innovantes et le renforcement de la professionnalisation des métiers de service en direction des personnes âgées ;
 - le financement de la recherche et des actions de prévention et d'animation entrant dans le champ de compétence de la caisse ;
 - les frais de gestion de la CNSA.
- ♦ CASF, art. L. 14-10-1, L. 14-10-3, L. 14-10-5, L. 314-3, L. 314-3-1 et L. 451-1, al. 6 insérés par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 56 et s. : JO, 12 févr.
- ♦ L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 100 : JO, 12 févr.

Prestations aux personnes handicapées

■ **Le dispositif de la garantie de ressources des travailleurs handicapés (GRTH)**

Le dispositif de la garantie de ressources des travailleurs handicapés (GRTH) est remplacé par une aide forfaitaire au poste versée à l'employeur par l'État.

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées modifie le système des ressources des travailleurs handicapés. Elle supprime l'ancienne garantie de ressources (GRTH) et institue une aide forfaitaire au poste versée à l'employeur par l'État.

Les modalités de ressources et de rémunération mises en place dans ce nouveau système sont différentes selon que le travailleur handicapé est admis en établissement ou service d'aide par le travail (anciennement centre d'aide par le travail), en entreprise adaptée (anciennement atelier protégé) ou en entreprise ordinaire.

■ Ressources des travailleurs handicapés admis en établissement ou service d'aide par le travail

• La rémunération garantie (CASF, art. L. 243-4 et L. 243-5 mod.)

La loi prévoit que tout travailleur handicapé accueilli dans un établissement ou service d'aide par le travail a droit à une rémunération garantie versée par l'établissement ou le service d'aide par le travail qui l'accueille. Son montant, qui tient compte du caractère à temps plein ou à temps partiel de l'activité exercée, est déterminé par référence au salaire minimum de croissance, dans des conditions et dans des limites qui seront fixées par voie réglementaire.

Contrairement à l'actuelle garantie de ressources, la loi précise que la rémunération garantie est versée dès l'admission en période d'essai du travailleur handicapé sous réserve de la conclusion du contrat de soutien et d'aide par le travail (v. n° 68, p. 4419).

La rémunération garantie ne constitue pas un salaire au sens du code du travail. Elle est en revanche considérée comme une rémunération du travail pour le calcul des cotisations des assurances sociales, des accidents du travail et des allocations familiales, l'application des dispositions relatives à l'assiette des cotisations au régime des assurances sociales agricoles et des cotisations versées au titre des retraites complémentaires. Ces cotisations sont calculées sur la base d'une assiette forfaitaire ou réelle dans des conditions définies par voie réglementaire.

• *L'aide au poste (CASF, art. L. 243-4 et L. 243-6 mod.)*

Afin de l'aider à financer la rémunération garantie, l'établissement ou le service d'aide par le travail reçoit, pour chaque personne handicapée qu'il accueille, une aide au poste financée par l'État. Son montant varie en fonction de la part de rémunération financée par l'établissement ou le service d'aide par le travail et du caractère à temps plein ou à temps partiel de l'activité exercée par la personne handicapée.

Il est également précisé que L'État assure aux organismes gestionnaires des établissements et services d'aide par le travail la compensation totale des charges et des cotisations afférentes à la partie de la rémunération garantie égale à l'aide au poste.

Les modalités d'attribution de l'aide au poste ainsi que le niveau de la participation de l'établissement ou du service d'aide par le travail à la rémunération des travailleurs handicapés seront déterminés par voie réglementaire.

■ **Rémunération des salariés en entreprise adaptée**

• *Application du droit commun (C. trav., art. L. 323-32 mod.)*

La nouvelle législation aligne le statut des salariés handicapés en entreprise adaptée sur le statut des salariés de droit commun. Dès lors, la loi stipule que le travailleur handicapé en entreprise adaptée perçoit un salaire correspondant à l'emploi qu'il occupe et à sa qualification sans qu'il soit fait référence à son rendement au travail. Ainsi, par application des dispositions salariales de droit commun, le salarié handicapé se voit désormais garantir une rémunération au moins égale au SMIC (contre 90 % du SMIC auparavant).

• *L'aide au poste (C. trav., art. L. 323-31 mod.)*

Les entreprises adaptées perçoivent, pour chaque travailleur handicapé qu'ils emploient, une aide au poste forfaitaire versée par l'État. Le montant et les modalités d'attribution de l'aide au poste seront déterminés par décret.

Entrée en vigueur du dispositif

Aux termes de l'article 96 de la loi, il est prévu que ces dispositions entreront en vigueur au 1^{er} janvier 2006.

■ **Rémunération des salariés en entreprise ordinaire**
C. trav., art. L. 323-6 mod.)

Application du droit commun

Jusqu'à présent, lorsque le rendement professionnel des salariés handicapés en milieu ordinaire s'avérait notoirement réduit, des abattements de salaire pouvaient être autorisés. En contrepartie, le travailleur handicapé ouvrait droit à une garantie de ressources.

La loi supprime l'ancien dispositif des abattements de salaire et de la garantie de ressources pour les salariés handicapés en milieu ordinaire qui, de ce fait, devront percevoir une rémunération correspondant à l'emploi occupé et à leur qualification dans les conditions de droit commun.

L'aide aux employeurs

Afin de faire face aux charges que peut représenter l'emploi de travailleurs handicapés dont le rendement est réduit, la loi prévoit que les employeurs peuvent se voir allouer, sur leur demande, une aide financée par l'AGEFIPH.

Cette aide est accordée, sur décision du directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DDTEFP) après avis éventuel de l'inspecteur du travail.

Entrée en vigueur du dispositif

Aux termes de l'article 96 de la loi, il est prévu que ces dispositions entreront en vigueur au 1^{er} janvier 2006. Pendant une période de deux ans à compter de cette date, les entreprises continueront à bénéficier du dispositif des abattements de salaire pour toute embauche de travailleur handicapé classé en catégorie C avant le 1^{er} janvier 2006.

■ **Aide aux travailleurs handicapés exerçant une activité non salariée (C. trav., art. L. 323-6, al. 2 mod.)**

La loi du 30 juin 1975 prévoyait déjà l'attribution d'une garantie de ressources aux personnes handicapées non salariées. Toutefois, faute d'adoption des dispositions réglementaires nécessaires à sa mise en œuvre, cette mesure n'a jamais vu le jour.

La nouvelle législation inscrit à nouveau ce principe en renvoyant à un décret le soin de fixer les conditions dans lesquelles une aide peut être accordée aux travailleurs handicapés qui font le choix d'exercer une activité professionnelle non salariée, lorsque, du fait du handicap, leur productivité se trouve notoirement diminuée.

- CASF, art. L. 243-4 à L. 243-6 mod. par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 17 : JO, 12 févr.
- C. trav., art. L. 323-6, L. 323-31 et L. 323-32 mod. par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 37 et 38 : JO, 12 févr.
- L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 96

■ **Attribution de l'allocation aux adultes handicapés (AAH)**

La COTOREP étant remplacée par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées, c'est désormais cette dernière qui décide de l'attribution de l'AAH. Elle apprécie pour cela le niveau d'incapacité de la personne handicapée ainsi que, pour les personnes atteintes d'une incapacité inférieure à 80 %, leur impossibilité de se procurer un emploi (v. ci-dessous, n° 45).

► Pour plus de détails sur les compétences de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées, voir ci-dessus, HANDICAP, n°s 22 et s., page 4422.

- CSS, art. L. 821-4, al. 1^{er} mod. par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 16 : JO, 12 févr.

■ **AAH : l'impossibilité de se procurer un emploi**

Les personnes handicapées atteintes d'une incapacité inférieure à 80 % devront désormais justifier d'une durée minimum d'inactivité professionnelle.

La nouvelle législation durcit les conditions prévues pour l'attribution de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) aux personnes dont l'incapacité est inférieure à 80 %. Ainsi, les personnes handicapées atteintes d'une incapacité comprise entre 50 % et 80 % devront désormais remplir une condition supplémentaire pour ouvrir droit à l'allocation aux adultes handicapés (AAH).

Outre la condition d'être « dans l'impossibilité, compte tenu du handicap, de se procurer un emploi », la personne handicapée devra également justifier qu'elle n'a pas occupé d'emploi depuis une certaine durée qui sera fixée par décret.

Ces différentes conditions sont examinées par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées.

- CSS, art. L. 821-2 mod. par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 16 : JO, 12 févr.

■ **Conditions de ressources de l'AAH**

Les revenus d'activité sont partiellement exclus des ressources prises en compte pour l'attribution de l'AAH.

La loi améliore les modalités de cumul de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) avec un revenu d'activité pour les personnes handicapées qui peuvent travailler afin, notamment, de faciliter l'accès à une activité à temps réduit sans que cela entraîne immédiatement une diminution des ressources de solidarité de la personne handicapée.

A cet effet, une fraction seulement des revenus tirés d'une activité professionnelle en milieu ordinaire sera dorénavant prise en

compte pour calculer le montant de l'allocation. Un décret déterminera les modalités d'application de cette disposition.

REMARQUE : la loi limite cette mesure aux seuls revenus provenant d'une activité en milieu ordinaire. Les entreprises adaptées étant, par la loi, inscrites dans le champ du « milieu ordinaire », cette disposition devrait par conséquent être applicable aux revenus provenant d'une activité en entreprise adaptée, au même titre qu'une activité en entreprise ordinaire. En revanche, cette mesure n'est pas applicable aux revenus provenant d'une activité en établissement ou service d'aide par le travail.

- ♦ CSS, art. L. 821-3 mod. par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 16 : JO, 12 févr.

55a Cumul de l'AAH avec les ressources provenant d'une activité en établissement ou service d'aide par le travail

Conditions de versement de l'AAH en complément de la rémunération garantie versée aux travailleurs en établissements et services d'aide par le travail.

La nouvelle législation remplace la garantie de ressources versée aux travailleurs handicapés en établissement ou service d'aide par le travail (anciennement, centre d'aide par le travail) par une rémunération garantie.

▷ Voir ci-dessus, nos 28 et s., page 4425.

En conséquence, la loi précise les modalités de versement de l'AAH en complément de la rémunération garantie. Il est ainsi prévu que lorsque l'AAH est versée en complément de la rémunération garantie, le cumul est limité à des montants qui seront fixés par décret. Ces montants varieront en fonction de la situation familiale du travailleur handicapé et en fonction du SMIC.

REMARQUE : jusqu'à présent, le cumul de l'AAH avec la garantie de ressources n'était pas limité en montant mais soumis à un plafond à ne pas dépasser (100 % et 110 % du SMIC net). L'inconnu réside aujourd'hui dans les limites des montants qui seront fixées par voie réglementaire, le seul engagement pris par le gouvernement étant de garantir aux travailleurs handicapés en CAT un niveau de ressources équivalent au niveau actuel, soit en moyenne 92 % du SMIC net.

- ♦ CSS, art. L. 821-1, al. 5 mod. par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 16 : JO, 12 févr.

56a (à créer) 64a Cumul de l'AAH avec un avantage d'invalidité ou une rente d'accident du travail

La majoration pour aide constante d'une tierce personne n'est plus prise en compte pour apprécier les modalités de cumul entre l'AAH et un avantage d'invalidité ou une rente d'accident du travail.

Jusqu'à présent, la majoration pour tierce personne versée à un invalide ou un bénéficiaire d'une rente d'accident du travail était considérée, au même titre que la pension ou la rente, comme un avantage d'invalidité ou d'accident du travail non cumulable avec l'AAH. Cette législation avait pour conséquence de pénaliser les personnes handicapées qui, de ce fait, ne pouvaient prétendre à une AAH différentielle en complément de leur avantage de base et ce, même si ce dernier était d'un montant inférieur au montant de l'AAH.

La loi met un terme à cette inéquité en prévoyant désormais que la majoration pour aide constante d'une tierce personne attachée à une pension d'invalidité de la sécurité sociale ou à une rente d'accident du travail n'est plus prise en compte pour apprécier les conditions de cumul de l'AAH avec un avantage d'invalidité ou une rente d'accident du travail.

- ♦ CSS, art. L. 821-1, al. 3 créé par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 16 : JO, 12 févr.

64a Le complément d'allocation aux adultes handicapés

Le complément d'AAH est supprimé. Un dispositif transitoire est mis en place pour les actuels bénéficiaires.

La nouvelle législation supprime l'actuel complément d'allocation aux adultes handicapés et le remplace par deux nouvelles prestations : la garantie de ressources aux personnes handicapées et la majoration pour une vie autonome. Ces deux nouvelles prestations sont attribuées sur décision de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (♦ CSS, art. L. 821-4 mod.).

▷ Sur cette commission, voir ci-dessus, HANDICAP, nos 22 et s. page 4422.

Dispositif transitoire

Un dispositif transitoire est prévu par la loi pour les actuels bénéficiaires du complément d'AAH (♦ L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 95, IV). Ainsi, il est précisé que les bénéficiaires du complément d'AAH en conservent le bénéfice, dans les mêmes conditions qu'actuellement :

- soit jusqu'au terme de la période pour laquelle l'AAH au titre de laquelle ils perçoivent ce complément leur a été attribuée ;
- soit jusqu'à la date à laquelle ils ouvrent droit, le cas échéant, à la garantie de ressources pour les personnes handicapées ou à la majoration pour la vie autonome.

La garantie de ressources pour les personnes handicapées ne pouvant pas travailler (CSS, art. L. 821-1-1 mod.)

Afin de répondre à une forte mobilisation des associations représentatives des personnes handicapées qui réclamaient une amélioration du niveau de ressources des personnes handicapées, le législateur a introduit au cours des débats et sur proposition gouvernementale, un nouveau dispositif visant à accorder un revenu égal à 80 % du SMIC net aux personnes handicapées qui ne peuvent travailler en raison de leur handicap.

Cette nouvelle prestation est dénommée « garantie de ressources pour les personnes handicapées » (à ne pas confondre avec l'actuelle garantie de ressources aux travailleurs handicapés, qui est supprimée par la loi). Elle prend la forme d'un complément de ressources qui vient s'ajouter à l'AAH.

L'entrée en vigueur de ce nouveau dispositif est fixée au 1^{er} juillet 2005.

• Conditions d'accès

Le complément de ressources est versé aux bénéficiaires de l'AAH atteints d'une incapacité au moins égale à 80 % :

- dont la capacité de travail est, compte tenu de leur handicap, inférieure à un pourcentage fixé par décret. Cette capacité de travail est appréciée par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées ;
- qui n'ont pas perçu de revenu d'activité à caractère professionnel propre depuis une durée fixée par décret ;
- qui disposent d'un logement indépendant ;
- qui perçoivent l'allocation aux adultes handicapés à taux plein ou en complément d'un avantage de vieillesse ou d'invalidité ou d'une rente d'accident du travail.

• Modalités de versement

Condition d'âge

La loi stipule que le versement du complément de ressources prend fin à l'âge auquel le bénéficiaire est réputé inapte au travail. Cette disposition a donc comme conséquence de mettre un terme au versement du complément de ressources pour les bénéficiaires qui atteignent l'âge de 60 ans.

Exercice d'une activité professionnelle

Le droit à la garantie de ressources pour personnes handicapées étant subordonné à une incapacité de travail, la loi précise que toute reprise d'activité entraîne la fin du versement du complément de ressources.

Versement aux personnes accueillies en établissement

Un décret précisera les conditions dans lesquelles le complément de ressources est versé aux intéressés hébergés dans un établissement social ou médico-social, hospitalisés dans un établissement de santé ou incarcérés dans un établissement relevant de l'administration pénitentiaire.

Cumul avec la majoration pour vie autonome

Le complément de ressources n'est pas cumulable avec la majoration pour la vie autonome (v. ci-dessous). Par conséquent, l'allocataire qui remplit les conditions d'octroi de ces deux avantages devra choisir de bénéficier de l'un ou de l'autre.

• Régime de la prestation

Les règles applicables à l'AAH en ce qui concerne le caractère incessible et insaisissable de la prestation, la prescription pour l'action en paiement de la prestation, la tutelle aux prestations sociales et le contentieux, sont applicables à la garantie de ressources pour les personnes handicapées.

■ La majoration pour la vie autonome (CSS, art. L. 821-1-2 nouv.)

Alors que la nouvelle législation supprime l'actuel complément d'AAH, elle crée parallèlement une « nouvelle » prestation ayant le même objet, d'un montant quasi équivalent (100 € contre 96 € pour le complément d'AAH) et répondant à des conditions d'attribution similaires.

Cependant, à la différence de l'actuel complément d'AAH, cette prestation est réservée aux seules personnes handicapées qui ne travaillent pas.

L'entrée en vigueur de ce nouveau dispositif, destiné, pour le bénéficiaire, à faire face aux frais liés à une vie autonome, est fixée au 1^{er} juillet 2005.

• Conditions d'accès

La majoration pour la vie autonome est accordée aux bénéficiaires de l'AAH atteints d'une incapacité au moins égale à 80 % et qui :

- disposent d'un logement indépendant pour lequel ils reçoivent une aide personnelle au logement ;
- perçoivent l'AAH à taux plein ou en complément d'un avantage de vieillesse ou d'invalidité ou d'une rente d'accident du travail ;
- ne perçoivent pas de revenu d'activité à caractère professionnel propre.

EMARQUE : la condition relative à la non-perception d'un revenu d'activité aura comme conséquence d'exclure du bénéfice de la majoration pour la vie autonome certaines personnes handicapées actuellement bénéficiaires du complément d'AAH. Il s'agit, en l'occurrence, des personnes qui, bien que travaillant, percevaient une AAH à taux plein en raison de leur situation familiale.

Modalités de versement

Versement aux personnes accueillies en établissement

Un décret précisera les conditions dans lesquelles la majoration pour la vie autonome est versée aux intéressés hébergés dans un établissement social ou médico-social, hospitalisés dans un établissement de santé ou incarcérés dans un établissement relevant de l'administration pénitentiaire.

Cumul avec la garantie de ressources pour les personnes handicapées

La majoration pour la vie autonome n'est pas cumulable avec la garantie de ressources pour les personnes handicapées. Par conséquent, l'allocataire qui remplit les conditions d'octroi de ces deux avantages devra choisir de bénéficier de l'un ou de l'autre.

• Régime de la prestation

Les règles applicables à l'AAH en ce qui concerne le caractère incessible et insaisissable de la prestation, la prescription pour l'action en paiement de la prestation, la tutelle aux prestations sociales et le contentieux, sont applicables à la majoration pour la vie autonome.

- CSS, art. L. 821-1-1 et s. mod. par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 16 : JO, 12 févr.

73 (à créer) La prestation de compensation

Création d'une nouvelle prestation destinée à compenser les conséquences du handicap : « la prestation de compensation ».

Mesure phare de la nouvelle loi du 11 février 2005, la prestation de compensation a pour objet de couvrir les surcoûts spécifiques liés au handicap, au-delà des seules charges relatives aux aides humaines que l'allocation compensatrice avait jusqu'alors vocation à compenser.

En outre, contrairement à l'allocation compensatrice qui a un caractère forfaitaire, cette nouvelle prestation a pour ambition d'apporter une réponse adaptée à chaque personne handicapée sur la base d'une évaluation individualisée de ses besoins de compensation.

L'application du dispositif étant subordonnée à la publication de nombreuses précisions d'ordre réglementaire, sa mise en œuvre effective est théoriquement fixée au 1^{er} janvier 2006.

Dans les trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi, il est prévu que la prestation de compensation sera étendue aux enfants handicapés. Dans un délai maximum de cinq ans, les dispositions de la loi opérant une distinction entre les personnes handicapées en fonction de critères d'âge en matière de compensation du handicap seront supprimées (art. 13 de la loi).

Ainsi, à terme, la législation devrait fusionner les différents régimes de prestations de compensation du handicap (AES, APA, ACTP, prestation de compensation) afin d'apporter des réponses identiques aux personnes handicapées quels que soient leur âge, la nature et l'origine de leur handicap.

■ Champ de la prestation de compensation

La loi prévoit que la prestation de compensation peut-être affectée à des charges (• CASF, art. L. 245-3 nouv.) :

- liées à un besoin d'aides humaines, y compris le cas échéant, celles apportées par les aidants familiaux ;
- liées à un besoin d'aides techniques, notamment aux frais laissés à la charge de l'assuré lorsque ces aides techniques sont remboursées par l'assurance maladie ;
- liées à l'aménagement du logement et du véhicule de la personne handicapée, ainsi qu'à d'éventuels surcoûts résultant de son transport ;
- spécifiques ou exceptionnelles, comme celles relatives à l'acquisition et à l'entretien de produits liés au handicap ;
- liées à l'attribution et à l'entretien des aides animalières.

L'élément « aide humaine » de la prestation de compensation est accordé à toute personne handicapée soit lorsque son état nécessite l'aide effective d'une tierce personne pour les actes essentiels de l'existence ou requiert une surveillance régulière, soit lorsque l'exercice d'une activité professionnelle ou d'une fonction élective lui impose des frais supplémentaires (• CASF, art. L. 245-4, nouv.).

■ Conditions générales d'accès au droit

• Résidence (CASF, art. L. 245-1, 1 nouv.)

Pour pouvoir prétendre à la prestation de compensation, il faut justifier d'une résidence stable et régulière en France métropolitaine, dans l'un des départements d'outre-mer ou à Saint-Pierre-et-Miquelon. Ces conditions de résidence seront précisées par décret.

• *Âge (CASF, art. L. 245-1, II et III)*

La prestation de compensation est accordée aux personnes handicapées âgées de plus de 20 ans et dont l'âge est inférieur à une limite fixée par décret (vraisemblablement 60 ans). Des dérogations à ces conditions d'âge sont cependant prévues par la loi :

- les bénéficiaires de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé, peuvent ouvrir droit à la prestation de compensation pour couvrir les charges liées à l'aménagement du logement et du véhicule ainsi qu'à d'éventuels surcoûts résultant du transport ;
- peuvent également prétendre à la prestation de compensation, les personnes âgées de plus de 60 ans mais dont le handicap répondait, avant cet âge, aux critères prévus pour ouvrir droit à la prestation de compensation, sous réserve de solliciter cette prestation avant un âge fixé par décret (a priori 65 ans) ;
- de même, peuvent ouvrir droit à la prestation de compensation les personnes âgées de plus de 60 ans, exerçant une activité professionnelle au-delà de cet âge et dont le handicap répond aux critères d'accès à la prestation de compensation.

• *Handicap*

La personne handicapée doit justifier que son handicap répond à des critères qui seront définis par décret. La loi précise que ces critères prennent notamment en compte la nature et l'importance des besoins de compensation au regard du projet de vie de la personne.

Ainsi, contrairement à l'ACTP, l'accès à la prestation de compensation n'est pas soumis à un taux d'incapacité minimum. Cela suppose, en revanche, de mettre en place de nouveaux outils d'évaluation du handicap permettant de garantir une approche individualisée des besoins de compensation et des réponses à apporter.

Dans l'attente de la mise en place de ces nouveaux outils d'évaluation – tâche qui risque de s'avérer relativement complexe compte tenu des spécificités de chaque type de déficience – la loi prévoit, à titre transitoire, que la prestation de compensation est accordée à toute personne handicapée remplissant la condition d'âge et justifiant d'un taux d'incapacité au moins égal à 80 % (♦ L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 95, III).

■ *Cumul avec d'autres prestations accordées au titre de la compensation du handicap*

• *Cumul avec la majoration pour tierce personne de la sécurité sociale*

Lorsque le bénéficiaire de la prestation de compensation dispose d'un droit ouvert de même nature au titre d'un régime de sécurité sociale, en l'occurrence la majoration pour tierce personne versée aux assurés relevant du régime de l'invalidité ou du régime des accidentés du travail, la loi prévoit que les sommes versées à ce titre viennent en déduction du montant de la prestation de compensation (♦ CASF, art. L. 245-1, I nouv.).

• *Cumul avec l'allocation d'éducation pour enfant handicapé*

En principe, la prestation de compensation n'est pas cumulable avec l'allocation d'éducation pour enfant handicapé puisqu'elle n'est accordée qu'aux personnes handicapées âgées de plus de 20 ans.

Toutefois, la loi prévoit que les bénéficiaires de l'allocation d'éducation pour enfant handicapé peuvent prétendre à l'élément de la prestation de compensation visant à compenser les charges liées à l'aménagement du logement et du véhicule ainsi qu'à d'éventuels surcoûts résultant du transport, lorsqu'ils sont exposés à ces charges du fait du handicap de leur enfant. Ces charges ne peuvent alors être prises en compte pour l'attribution du complément d'allocation d'éducation pour enfant handicapé (♦ CASF, art. L. 245-1, nouv.).

• *Cumul avec l'allocation compensatrice pour tierce personne*

Afin de garantir aux bénéficiaires de l'allocation compensatrice le maintien de leurs droits actuels dans le cas où la nouvelle législa-

tion leur serait moins favorable, le législateur a institué en leur faveur un droit d'option entre l'ACTP et la prestation de compensation.

Ainsi, aux termes de la loi, les bénéficiaires de l'actuelle allocation compensatrice en conservent le bénéfice tant qu'ils en remplissent les conditions d'attribution. Ils ne peuvent cumuler cette allocation avec la prestation de compensation.

Ils peuvent toutefois opter pour le bénéfice de la prestation de compensation, à chaque renouvellement de l'attribution de l'allocation compensatrice. Ce choix est alors définitif. Lorsque le bénéficiaire n'exprime aucun choix, il est présumé vouloir désormais bénéficier de la prestation de compensation (♦ L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 95).

REMARQUE : cette disposition a comme conséquence d'exclure les actuels bénéficiaires de l'ACTP du droit à la prestation de compensation jusqu'au renouvellement de leur droit en cours, puisque le droit d'option n'est possible qu'à cette échéance. Ainsi certains bénéficiaires de l'ACTP, dont le droit vient d'être récemment renouvelé, devront attendre jusqu'à cinq ans pour bénéficier de la nouvelle prestation de compensation.

• *Cumul avec l'allocation personnalisée d'autonomie (APA)*

La prestation de compensation n'est pas cumulable avec l'allocation personnalisée à l'autonomie (♦ CASF, art. L. 232-23 nouv.).

Un droit d'option est toutefois institué en faveur des bénéficiaires de la prestation de compensation, pour le cas où l'APA leur ouvrirait des droits plus favorables (♦ CASF, art. L. 245-9 nouv.).

Ainsi, toute personne qui a obtenu le bénéfice de la prestation de compensation avant l'âge limite prévu pour ouvrir droit à la prestation de compensation (a priori 60 ans) et qui remplit les conditions d'ouverture du droit à l'APA, peut choisir lorsqu'elle atteint cet âge et à chaque renouvellement de la prestation de compensation, entre le maintien de celle-ci et le bénéfice de l'APA.

Lorsque la personne qui atteint cet âge n'exprime aucun choix, elle est présumée souhaiter continuer à bénéficier de la prestation de compensation.

■ *Modalités d'attribution de la prestation de compensation (CASF, art. L. 245-2 nouv.)*

L'instruction de la demande de prestation de compensation comporte l'évaluation des besoins de compensation du demandeur et l'établissement d'un plan personnalisé de compensation. L'équipe pluridisciplinaire instituée auprès de la maison départementale des personnes handicapées est chargée de cette évaluation.

La prestation est accordée, sur la base des préconisations formulées par l'équipe pluridisciplinaire, par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées.

▷ Sur la procédure d'attribution de la prestation de compensation par la commission des droits et de l'autonomie, voir aussi ci-dessus, HANDICAP, n°s 22 et s., page 4422.

La prestation de compensation est servie et gérée par les départements qui reçoivent un concours de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) pour le financement de la prestation.

La loi précise que la prestation est attribuée et servie dans des conditions identiques sur l'ensemble du territoire national.

En cas d'urgence, la prestation de compensation peut être attribuée à titre provisoire par le président du conseil général, pour un montant qui sera fixé par décret. Le président du conseil général dispose ensuite d'un délai de deux mois pour régulariser cette décision selon la procédure normale.

■ *Montant de la prestation de compensation*

La loi fixe des limites à la compensation des surcoûts liés au handicap. Elle pose en effet le principe selon lequel la prestation de compensation est accordée sur la base de tarifs et de montants fixés par nature de dépenses, dans la limite de taux de prise en charge qui peuvent varier selon les ressources du bénéficiaire (♦ CASF, art. L. 246-6 nouv.).

Ces dispositions, qui ont comme conséquence de limiter la prise en charge des frais de compensation, ont donné lieu à de nombreuses controverses au motif que ces limites portent atteinte au principe de compensation intégrale inhérent au droit à compensation inscrit dans la loi.

• Tarifs et montant maximum

Les tarifs et taux de prise en charge ainsi que le montant maximum de chaque élément de la prestation de compensation seront fixés par voie réglementaire.

S'agissant de l'élément aide humaine de la prestation de compensation, la loi précise que le montant attribué à la personne handicapée est évalué en fonction du nombre d'heures de présence requis par sa situation et fixé en équivalent temps plein, en tenant compte du coût réel de rémunération des aides humaines en application de la législation du travail et de la convention collective en vigueur (♦ *CASF, art. L. 245-4, al. 2 nouv.*).

• Participation des bénéficiaires

Contrairement à l'allocation compensatrice, l'accès à la prestation de compensation n'est pas soumis à une condition de ressources. Tout bénéficiaire, quel que soit son niveau de ressources, peut prétendre à la prestation de compensation. En revanche, la loi met en place un système de « ticket modérateur » sous la forme d'une participation laissée à la charge du bénéficiaire en fonction de son niveau de ressources.

Au cours des débats, le législateur a largement atténué la portée de cette participation afin de donner tout son sens au principe de compensation du handicap. Sont ainsi exclus des ressources retenues pour la détermination de la participation laissée à la charge du bénéficiaire (♦ *CASF, art. L. 245-6 nouv.*) :

- les revenus d'activité professionnelle de l'intéressé ;
- les indemnités temporaires, prestations et rentes viagères servies aux victimes d'accidents du travail ou à leurs ayants droit ;
- les revenus de remplacement dont la liste est fixée par voie réglementaire ;
- les revenus d'activité du conjoint, du concubin, de la personne avec qui l'intéressé a conclu un pacte civil de solidarité, de l'aidant familial qui, vivant au foyer de l'intéressé, en assure l'aide effective, de ses parents même lorsque l'intéressé est domicilié chez eux ;
- les rentes viagères constituées par la personne handicapée pour elle-même ou, en sa faveur, par ses parents ou son représentant légal, ses grands-parents, ses frères et sœurs ou ses enfants ;
- certaines prestations sociales à objet spécialisé dont la liste sera fixée par voie réglementaire.

Il est prévu, par ailleurs, que les frais de compensation restant à la charge du bénéficiaire de la prestation peuvent faire l'objet d'un financement par le fonds de compensation du handicap institué auprès de la maison départementale des personnes handicapées.

La loi précise que les frais de compensation restant à la charge du bénéficiaire de la prestation de compensation ne peuvent excéder 10 % de ses ressources personnelles nettes d'impôts. Un décret précisera les conditions d'application de ces dispositions (♦ *CASF, art. L. 146-5 nouv.*).

▷ Sur le fonds de compensation du handicap, voir ci-dessus, HANDICAP, n° 21, page 4421.

• Participation des obligés alimentaires

La prestation de compensation n'est pas subordonnée à la mise en œuvre de l'obligation alimentaire (♦ *CASF, art. L. 245-7, al. 1^{er} nouv.*).

■ Conditions d'utilisation de la prestation de compensation

• Utilisation de l'élément « aide humaine »

Les seules précisions apportées par la loi sur les modalités d'utilisation de la prestation de compensation concernent l'aide humaine.

Il est ainsi spécifié que l'élément aide humaine de la prestation de compensation peut être employé, selon le choix de la personne handicapée :

- soit à rémunérer directement un ou plusieurs salariés et notamment un membre de la famille, y compris son conjoint, son concubin ou la personne avec qui elle a conclu un pacte civil de solidarité ;
- soit à rémunérer un service prestataire d'aide à domicile agréé ;
- soit à dédommager un aidant familial qui n'a pas de lien de subordination avec la personne handicapée.

Lorsqu'elle choisit de rémunérer directement un ou plusieurs salariés, la personne handicapée peut désigner un organisme mandataire agréé ou un centre communal d'action sociale comme mandataire de l'élément aide humaine de la prestation de compensation. L'organisme agréé assure alors, pour le compte du bénéficiaire, l'accomplissement des formalités administratives et des déclarations sociales liées à l'emploi de ses aides à domicile. La personne handicapée reste l'employeur légal (♦ *CASF, art. L. 245-12 nouv.*).

• Contrôle de l'utilisation de la prestation

Le service de la prestation de compensation peut être suspendu ou interrompu lorsqu'il est établi, au regard du plan personnalisé de compensation décidé par la commission des droits et de l'autonomie, que son bénéficiaire n'a pas consacré cette prestation à la compensation des charges pour lesquelles elle lui a été attribuée. Les modalités de suspension ou d'interruption du versement de la prestation seront définies par décret. Le département débiteur de la prestation peut, en outre, intenter une action en recouvrement des sommes indûment utilisées (♦ *CASF, art. L. 245-5 nouv.*). Son action se prescrit par deux ans, sauf en cas de fraude ou de fausse déclaration (♦ *CASF, art. L. 245-8, al. 2 nouv.*).

■ Modalités de versement de la prestation de compensation

• Nature de la prestation

La loi précise que la prestation de compensation a le caractère d'une prestation en nature qui peut être versée, selon le choix du bénéficiaire, en nature (sous la forme d'une prestation de service par exemple) ou en espèces (♦ *CASF, art. L. 245-1 nouv.*).

Le caractère de prestation en nature signifie que cette prestation doit être dans sa totalité affectée à la compensation de la charge pour laquelle elle a été attribuée. Dans le cas contraire, le service de la prestation pourra être suspendu ou interrompu, voire, donner lieu à une récupération d'indu (v. ci-dessus).

• Périodicité du versement de la prestation

La prestation de compensation est, en principe, versée mensuellement. Toutefois, afin de permettre à la personne handicapée de faire face aux engagements financiers que supposent certains frais de compensation, comme par exemple l'acquisition de matériels ou la réalisation d'aménagements, la loi prévoit que la prestation de compensation peut être accordée, sur décision de la commission des droits et de l'autonomie et à la demande de la personne handicapée ou de son représentant légal, en un ou plusieurs versements ponctuels. Cette modalité n'est cependant pas applicable à l'élément aide humaine de la prestation de compensation qui ne peut donner lieu qu'à un versement mensuel (♦ *CASF, art. L. 245-13 nouv.*).

Un décret fixera, par ailleurs, les conditions d'instruction simplifiée applicables aux demandes de versements ponctuels qui interviendront postérieurement à la décision d'attribution de la prestation de compensation.

• Versement de la prestation aux personnes accueillies en établissement

La loi pose le principe selon lequel les personnes handicapées hébergées ou accompagnées dans un établissement social ou médico-social ou hospitalisées dans un établissement de santé ont droit à la prestation de compensation.

Un décret fixera pour ces différentes formes d'hébergement et d'accompagnement, les conditions d'attribution de la prestation de compensation. Il précisera également, le cas échéant en fonction de la situation de l'intéressé, la réduction qui peut lui être appliquée pendant la durée de l'hospitalisation, de l'accompagnement ou de l'hébergement, ou les modalités de sa suspension (♦ CASF, art. L. 245-11 *nouv.*).

■ Le régime de la prestation de compensation

• Incessibilité et insaisissabilité de la prestation

La prestation de compensation est incessible en tant qu'elle est versée directement au bénéficiaire et insaisissable, sauf pour le paiement des frais de compensation relatifs à l'aide humaine. S'agissant des frais liés à l'aide humaine, la loi prévoit en effet qu'en cas de non paiement par la personne handicapée, la personne physique ou morale ou l'organisme qui en assume la charge peut obtenir du président du conseil général que l'élément « aide humaine » de la prestation lui soit versé directement (♦ CASF, art. L. 245-8, *al. 1^{er} nouv.*).

• Récupération des sommes versées au titre de la prestation de compensation

La loi exclut toute action en récupération des sommes versées au titre de la prestation de compensation. Ainsi, il n'est exercé aucun recours en récupération de cette prestation ni à l'encontre de la succession du bénéficiaire décédé, ni sur le légataire ou le donataire. De même, les sommes versées au titre de cette prestation ne font pas l'objet d'un recouvrement à l'encontre du bénéficiaire lorsque celui-ci est revenu à meilleure fortune (♦ CASF, art. L. 245-7, *al. 2 et 3 nouv.*).

• Tutelle aux prestations sociales

La tutelle aux prestations sociales prévue aux articles L. 167-1 à L. 167-5 du code de la sécurité sociale s'applique à la prestation de compensation (♦ CASF, art. L. 245-8, *al. 3 nouv.*).

• Calcul de la pension alimentaire

La prestation de compensation n'a pas le caractère d'une ressource puisqu'elle est affectée à la compensation des surcoûts liés au handicap de la personne handicapée.

De ce fait, le législateur a introduit dans la loi une disposition excluant la prise en compte de la prestation de compensation pour le calcul de la pension alimentaire dont la personne handicapée pourrait être redevable. Plus généralement, la loi exclut la prise en compte de la prestation de compensation pour toute dette liée aux ressources (♦ CASF, art. L. 245-7, *al. 4 nouv.*).

Cette règle s'applique également pour la détermination du montant de la prestation compensatoire (♦ CASF, art. L. 272 *mod.*).

■ Le contentieux

• Recours relatifs à l'attribution de la prestation

Les décisions relatives à l'attribution de la prestation par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées peuvent faire l'objet d'un recours devant le tribunal du contentieux de l'incapacité (♦ CASF, art. L. 245-2 et L. 241-9 *nouv.*).

• Recours relatifs au versement de la prestation

Les décisions du président du conseil général relatives au versement de la prestation peuvent faire l'objet d'un recours devant les commissions départementales de l'aide sociale. Toutefois, concernant la détermination du domicile de secours, la Commission centrale d'aide sociale et compétente en premier et dernier ressort (♦ CASF, art. L. 245-2 et L. 245-10 *nouv.*).

La loi prévoit que l'action du bénéficiaire pour le paiement de la prestation se prescrit par deux ans (♦ CASF, art. L. 245-8, *al. 2 nouv.*).

♦ CASF, art. L. 245-1 à L. 245-14 *mod.* par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005 : JO, 12 févr.

77 Allocation d'éducation spéciale (AES)

L'AES est rebaptisée en allocation d'éducation pour enfant handicapé.

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances la participation et la citoyenneté des personnes handicapées rebaptise l'allocation d'éducation spéciale. Celle-ci s'intitule désormais « allocation d'éducation de l'enfant handicapé ». Elle est attribuée (ainsi que son complément éventuel) au vu de la décision de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées appréciant si l'état de l'enfant ou de l'adolescent justifie cette attribution (♦ CSS, art. L. 541-2 *mod.*).

Par ailleurs, la loi prévoit que dans certaines conditions, les bénéficiaires de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé, peuvent bénéficier de la prestation de compensation.

▷ Voir ci-dessus, n° 73, page 4428.

♦ L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 68 : JO, 12 févr.

78a (à créer) Majoration spécifique pour parent isolé d'enfant handicapé

La loi du 11 février améliore la situation particulière des parents isolés bénéficiaires du complément d'AES. Elle leur permet, lorsqu'ils assument seuls la charge d'un enfant handicapé nécessitant le recours à une tierce personne, de bénéficier d'une majoration spécifique dénommée « majoration spécifique pour parents isolés d'enfants handicapés ».

Un décret précisera les conditions de versement de cette majoration financée par une subvention de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

♦ CSS, art. L. 541-4 créé par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 68 : JO, 12 févr.

81a L'allocation compensatrice pour tierce personne

Le projet de loi initial prévoyait l'extinction de l'actuelle allocation compensatrice, remplacée par la prestation de compensation. Les parlementaires ont cependant introduit en commission mixte paritaire une disposition permettant aux actuels bénéficiaires de l'allocation compensatrice d'en conserver le bénéfice, pour le cas où le nouveau dispositif de la prestation de compensation leur serait moins favorable.

Par conséquent, l'actuelle allocation compensatrice continuera à cohabiter avec la nouvelle prestation de compensation.

▷ Sur le droit d'option entre l'ACTP et la prestation de compensation, voir ci-dessus, n° 73, page 4428.

♦ L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 95 : JO, 12 févr.

104 Allocation compensatrice : récupération des sommes versées

Les sommes versées au titre de l'allocation compensatrice ne sont plus soumises à récupération.

Pour ne pas pénaliser les personnes handicapées qui souhaitent conserver le bénéfice de l'allocation compensatrice pour tierce personne, le législateur aligne les règles de récupération des sommes versées à ce titre sur celles applicables à la prestation de compensation (v. ci-dessus, n° 73). Ainsi, désormais, les sommes versées au titre de l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) ne peuvent plus donner lieu à aucune action en récupération par le département.

En outre, le législateur met un terme aux actions en cours, y compris les décisions de justice non devenues définitives à la date d'entrée en vigueur de la loi, exercées à l'encontre de la succession du bénéficiaire décédé.

REMARQUE : à noter que la loi ne mentionne pas les sommes versées au titre de l'allocation compensatrice pour frais professionnels (ACFP) qui se trouvent, par conséquent, écartées de ce dispositif. C'est également le cas pour les actions en récupération en cours relatives à l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) exercées à l'encontre des donataires ou des légataires.

♦ L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 95 : JO, 12 févr.

118a (à créer) **119a-121** Récupération des frais d'hébergement

- La récupération ne s'exerce plus à l'encontre du donataire, ni du légataire (CASF, art. L. 344-5 mod.)

La loi du 4 mars 2002, relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé avait supprimé la récupération des frais d'hébergement des personnes accueillies en établissement pour adultes handicapés, en cas de retour à meilleure fortune du bénéficiaire de l'aide sociale. Le législateur de 2005 poursuit cette réforme, avec la loi du 11 février, sans pour autant abroger totalement le principe de la récupération.

Ainsi, dorénavant, les frais d'hébergement des personnes handicapées accueillies en établissements et services pour adultes handicapés (à l'exception des maisons d'accueil spécialisées) ne sont plus récupérables ni sur le donataire, ni sur le légataire. En outre, au décès de la personne handicapée, il n'y a plus de récupération sur sa succession lorsque les héritiers sont son conjoint, ses enfants ou ses parents.

- Règles de récupération étendues aux personnes handicapées accueillies en établissement pour personnes âgées (CASF, art. L. 344-5-1 nouv.)

Le régime applicable aux personnes handicapées accueillies en établissements et services pour adultes handicapés, en ce qui concerne la participation aux frais d'hébergement (minimum de ressources laissé à disposition, participation des obligés alimentaires) et les règles de récupération des frais d'hébergement, est étendu aux personnes handicapées accueillies en établissement

pour personnes âgées et en centre de long séjour, dans les deux cas suivants :

– lorsque, avant d'être accueillie en établissement pour personnes âgées ou en centre de long séjour, la personne handicapée a été accueillie dans un établissement ou un service pour personnes handicapées adultes ;

– lorsque la personne handicapée accueillie en établissement pour personnes âgées ou en centre de long séjour est atteinte d'un taux d'incapacité minimum qui sera fixé par décret (vraisemblablement 80 %).

Ce dispositif est également applicable aux personnes handicapées répondant à ces conditions et accueillies en établissement pour personnes âgées ou en centre de long séjour au moment de la publication de la loi.

- ♦ CASF, art. L. 344-5 et L. 344-5-1 mod. par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 18 : JO, 12 févr.
- ♦ L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 18, VI : JO, 12 févr.

120 Minimum de ressources laissé aux personnes hébergées

Jusqu'à présent, seules les rentes viagères perçues au titre d'un contrat de rente survie étaient exclues des ressources prises en compte pour le calcul de la participation des personnes handicapées à leurs frais d'hébergement. Dorénavant, cette règle s'applique également aux intérêts capitalisés produits par les fonds placés au titre de ces mêmes contrats.

- ♦ CASF, art. L. 344-5 mod. par L. n° 2005-102, 11 févr. 2005, art. 18, IV : JO, 12 févr.

Annexe

■ Dates d'application des principales dispositions de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005

Études	Articles	Contenu	Date d'application
Accessibilité du cadre de vie	CCH, art. L. 111-7-1 et L. 111-7-2 nouv.	Accessibilité des locaux d'habitation	Décret attendu
	CCH, art. L. 117-7-3	Accessibilité des établissements et installations ouverts au public existants	Décret attendu
	CGCT, art. L. 2143-3.	Création d'une commission communale pour l'accessibilité des personnes handicapées	Immédiate
	L. n° 2005-102, art. 45, I, al. 8	Accessibilité de la voirie	Immédiate
	L. n° 2005-102, art. 45, I à III	Accessibilité des transports collectifs	Décret attendu
Éducation spéciale	C. éduc., art. L. 112-1, L. 112-2 et L. 112-2-1	Nouveaux principes de scolarisation : – établissement de référence	Septembre 2005
		– projet personnalisé de scolarisation	Décret attendu
		– création des équipes de suivi de la scolarisation	Décret attendu
	C. éduc., art. L. 112-2-2	Aménagements pour les jeunes sourds et déficients auditifs sévères	Décret attendu
	C. éduc., art. L. 112-4	Dispositions particulières pour les examens et concours des étudiants handicapés	1 ^{er} janvier 2006 Décret attendu
	C. éduc. art. L. 123-4-1	Accès à l'enseignement supérieur	Immédiate
Emploi des personnes handicapées	C. éduc. art. L. 351-3 et L. 916-1	Extension du dispositif des assistants d'éducation à l'enseignement supérieur	Décret attendu
	CASF, art. L. 344-1-1 à L. 344-2-5	Redéfinition des établissements et services d'aide par le travail (anciens CAT) et statut des personnes accueillies dans ces établissements	Décret attendu
	C. peñs. retr., art. L. 24 C. rur., art. L. 732-18-2 CSS, art. L. 351-1-3 et L. 634-3-3	Retraite anticipée : majoration de la pension	Décret attendu
	C. trav., art. L. 323-3	Salariés bénéficiaires de l'obligation d'emploi : extension aux titulaires d'une carte d'invalidité et aux titulaires de l'AAH	1 ^{er} janvier 2006
	C. trav., art. L. 323-4 et L. 323-4-1	Nouveau mode de calcul de l'obligation d'emploi	1 ^{er} janvier 2006
	C. trav., art. L. 323-8-2	Nouvelles modalités de contribution à l'AGEFIPH	1 ^{er} janvier 2006 Décret attendu
	C. trav. art. L. 323-8-3	Convention d'objectifs entre l'AGEFIPH et l'État	Immédiate
	C. trav. art. L. 323-8-6 et L. 323-8-6-1	Contrôle de l'obligation d'emploi : pénalité due par les employeurs ne remplissant par leur obligation	1 ^{er} janvier 2006
	C. trav., art. L. 323-8-6-1 L. n° 2005-102, art. 98	Création du fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique	1 ^{er} janvier 2006
	C. trav., art. L. 323-11-1	Formation des travailleurs handicapés	Décret attendu
	C. trav., art. L. 323-12 abrogé	Suppression du classement des travailleurs handicapés dans les catégories A, B et C	1 ^{er} janvier 2006
Handicap	C. trav. art. L. 323-30 à L. 323-33	Transformation des ateliers protégés en entreprises adaptées, intégrées dans le milieu ordinaire de travail	1 ^{er} janvier 2006 Décret attendu
	CASF, art. L. 114	Définition du handicap	Immédiate
	CASF, art. L. 114-1-1	Contenu du droit à compensation	Immédiate
	CASF, art. L. 114-2-1	Conférence nationale du handicap organisée tous les 3 ans	1 ^{er} janvier 2006

Études	Articles	Contenu	Date d'application
Handicap (suite)	CASF, art. L. 146-1 A	Représentation des associations au sein des instances	Immédiate
	CASF, art. L. 146-3 à L. 146-13	Installation des maisons départementales des personnes handicapées	1 ^{er} janvier 2006 Décret attendu
	CASF, art. L. 241-3	Carte d'invalidité	Décret attendu
	CASF, art. L. 241-3-1	Carte de « Priorité pour personne handicapée »	Décret attendu
	CASF, art. L. 241-3-2	Carte de stationnement	Décret attendu
	CASF, art. L. 241-5 à L. 241-11	La commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées	1 ^{er} janvier 2006 Décret attendu
Prestations aux personnes handicapées	CASF, art. L. 243-4 à L. 243-6	Suppression de la garantie de ressources des travailleurs handicapés	1 ^{er} janvier 2006
	CASF, art. L. 243-4 à L. 243-6	Rémunération des salariés en établissement ou service d'aide par le travail : – rémunération garantie – aide au poste	1 ^{er} janvier 2006 Décret attendu
	CASF, art. L. 245-1 à L. 245-14	Mise en place de la prestation de compensation	1 ^{er} janvier 2006 Décret attendu
	CASF, art. L. 344-5	Récupération des frais d'hébergement	Immédiate
	CASF, art. L. 344-5-1	Participation des personnes handicapées hébergées en établissements pour personnes âgées	Immédiate
	CSS, art. L. 541-4	Majoration spécifique pour parent isolé d'enfant handicapé	Décret attendu
	CSS, art. L. 821-1, al. 5	Cumul de l'AAH avec les ressources provenant d'une activité en établissement ou service d'aide par le travail	Décret attendu
	CSS, art. L. 821-1-1 et L. 821-1-2	Suppression du complément d'allocation aux adultes handicapés	Immédiate
		Création de la garantie de ressources pour les personnes handicapées ne pouvant travailler	1 ^{er} juillet 2005 Décret attendu
		Création de la majoration pour la vie autonome	1 ^{er} juillet 2005 Décret attendu
	CSS, art. L. 821-2	Conditions d'attribution de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) pour les personnes d'une incapacité inférieure à 80 %	Décret attendu
	CSS, art. L. 821-3	Ressources prises en compte pour l'attribution de l'AAH	Décret attendu
	C. trav., art. L. 323-6	Rémunération des travailleurs handicapés en entreprise ordinaire : – application du droit commun – aide de l'AGEFIPH aux employeurs	1 ^{er} janvier 2006 Décret attendu
	C. trav. art. L. 323-6, al. 2	Aide aux travailleurs handicapés exerçant une activité non salariée	1 ^{er} janvier 2006 Décret attendu
	C. trav., art. L. 323-31 et L. 323-32	Rémunération des salariés en entreprise adaptée : – application du droit commun – aide au poste	1 ^{er} janvier 2006 Décret attendu

DOCUMENT N° 2

Dictionnaire permanent Action sociale du 23 mars 2005

Personnes très lourdement handicapées : la prestation de compensation prend la forme d'une aide complémentaire en 2005

Créée par la loi sur le handicap du 11 février 2005, la nouvelle prestation de compensation, effective en principe le 1er janvier 2006, peut être attribuée dès 2005 sous la forme d'une aide complémentaire aux adultes très lourdement handicapés vivant à domicile.

Les modalités de prise en charge complémentaire des besoins d'aide humaine pour les adultes très lourdement handicapés vivant à domicile sont fixées pour 2005. Une aide complémentaire sera accordée aux bénéficiaires de l'allocation compensatrice pour tierce personne ou de la majoration pour tierce personne qui nécessitent une aide totale ainsi qu'une surveillance et des soins constants.

I. - Bénéficiaires

L'aide complémentaire est ouverte aux personnes qui bénéficient d'une Allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) au taux de 80 % ou d'une Majoration pour tierce personne du régime invalidité (MTP). Pour en bénéficier, elles doivent nécessiter :

- une aide totale pour la plupart des actes essentiels de l'existence (faire sa toilette, s'habiller, aller aux toilettes et assurer la continence, faire ses transferts, se déplacer dans le logement, s'alimenter seul, une fois la nourriture prête) ;
- ainsi qu'une surveillance et des soins constants ou quasi constants, c'est-à-dire des interventions quasi continues dans la journée et des interventions actives la nuit, « qui toutefois doivent être compatibles avec le maintien à domicile ».

Tout ou partie de cette aide devra être assuré par l'intervention d'au moins un tiers rémunéré.

Les personnes lourdement handicapées qui bénéficient actuellement d'un forfait d'auxiliaire de vie peuvent également demander l'aide complémentaire. Elle sera attribuée en fonction des besoins supplémentaires mis en évidence lors de leur évaluation. Le montant correspondant à ces forfaits vient en déduction du montant maximum de l'aide complémentaire. Ces personnes peuvent alors choisir « de conserver le bénéfice d'un service et, soit d'affecter cette aide directement à un service prestataire, soit percevoir l'aide en espèces », explique la circulaire.

II. - Demande d'aide

La demande de la personne handicapée, ou de son représentant, est adressée à la DDASS, accompagnée d'un certificat médical du médecin traitant, à l'attention du médecin de la COTOREP, attestant que le maintien à domicile est médicalement possible. Une évaluation de ses besoins est organisée par la COTOREP lors d'une visite à domicile. Elle comporte notamment l'identification des besoins d'aide humaine et de soins, le bilan des aides apportées au moment de cette demande, ainsi que le nombre d'heures préconisées au titre de l'aide complémentaire. Les services ou dispositifs qui ont déjà réalisé des évaluations de même nature ou assurent une prise en charge de la personne (SVA, service d'auxiliaire de vie, centre de rééducation fonctionnelle, service hospitalier, SSIAD, SAVS...) peuvent également participer à cette évaluation.

Lorsque la personne handicapée a vu ses besoins récemment évalués, notamment à l'occasion de l'attribution de forfaits d'auxiliaires de vie, il n'est pas nécessaire de procéder à une nouvelle évaluation à domicile, dès lors que les informations transmises au médecin de la COTOREP permettent de renseigner les différentes rubriques du référentiel d'évaluation et qu'un membre de l'équipe technique s'est assuré que la situation de la personne handicapée n'a pas évolué.

En raison du « nombre limité de personnes potentiellement concernées et de l'urgence qui s'attache à répondre à des situations particulièrement difficiles », le délai maximal d'instruction des demandes est d'un mois à compter de leur réception.

III. - Montant

L'aide complémentaire est accordée par un comité d'attribution composé notamment d'un représentant de la DDASS, d'un médecin de la COTOREP et de deux représentants du conseil général. Son montant de référence est déterminé « de manière à assurer la rémunération d'une aide humaine pendant 12 heures par jour au taux de 13 euros de l'heure pour une durée mensuelle qui tient compte des congés payés ». Il sera ainsi de 5 070 euros par mois et par personne ($12 \times 13 \times 390/12$).

Ce montant peut varier en fonction du mode d'intervention de l'aide choisi par la personne handicapée (gré à gré, mandataire, prestataire). Un abattement de 20 % sur le montant de référence est appliqué pour les personnes ayant recours à l'emploi direct d'une aide humaine. En revanche, une majoration peut être accordée pour les personnes ayant effectué un choix différent.

Une fois fixé le montant effectif, l'aide complémentaire est déterminée en déduisant le montant des autres prestations déjà attribuées au titre des aides humaines : Allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) au taux attribué par la COTOREP avant éventuelle prise en compte des ressources par le service payeur, Majoration pour tierce personne (MTP), forfaits « personnes très lourdement handicapées » déjà accordés, déplafonnement de l'ACTP consenti par le département, prise en charge par les assurances...

IV. - Versement

L'aide complémentaire est attribuée au titre de l'année 2005 et à compter de la réception de la demande. Son versement débute dès lors qu'un contrat de travail ou de service attestant du recours à une tierce personne rémunérée est fourni. En principe, elle est versée en espèces au bénéficiaire, peu important qu'il emploie directement la tierce personne ou qu'il ait recours à un service mandataire ou à un service prestataire. Toutefois, sur demande de l'intéressé, l'aide peut être versée directement à un service.

Ce sont les services du département, qui assurent actuellement le versement de l'ACTP et prochainement de la prestation de compensation, qui sont chargés du paiement de l'aide complémentaire. Une convention conclue entre le département et l'État doit en fixer les modalités de gestion et de financement.

Afin que toutes les personnes concernées, notamment celles qui n'ont pas de forfaits d'auxiliaire de vie, puissent disposer rapidement de l'aide complémentaire, les préfets doivent indiquer, avant le 7 avril 2005, le nombre de personnes très lourdement handicapées susceptibles d'en bénéficier. Cette estimation permettra de déterminer le montant des crédits qui leur seront délégués. Des ajustements à l'issue des évaluations individuelles et de la fixation des montants attribués sont prévus.

Loi handicap : le prix de la solidarité



Avec la loi handicap, les départements vont hériter d'un lourd chantier. S'ils acquièrent ainsi une compétence sur l'ensemble du champ social, une avancée en termes de cohérence dont on peut se réjouir, reste à savoir s'ils vont pouvoir absorber cette nouvelle charge qui s'ajoute aujourd'hui à d'autres chantiers, et pas des moindres, dont les TOS et les DDE... Mais toutes les collectivités sont concernées par le texte.

ALBERTO SERRANO, DIRECTEUR DES PERSONNES HANDICAPÉES AU CONSEIL GÉNÉRAL DU VAL-D'OISE,
HUGUES PÉRINEL ET NICOLAS BRAEMER

L Le choc sera rude avec la création de nouvelles structures (les maisons du handicap) et d'une nouvelle allocation (la prestation de compensation du handicap). Certes des transferts de fonds sont prévus, mais comme pour l'APA et le RMI, le compte risque de ne pas y être. D'abord parce que comme souvent, le gouvernement a basé ses calculs sur le nombre de bénéficiaires existants alors que l'APA a prouvé qu'une nouvelle allocation plus avantageuse entraîne inmanquablement de nouveaux candidats à cette prestation, ensuite parce qu'une meilleure gestion des nouveaux dispositifs coûte toujours plus cher.

La maison du handicap : qu'est ce que c'est ?

La maison ne sera pas une maison ! Il s'agit plutôt d'un concept, une réorganisation des administrations départementales, pas un lieu géographique. À l'échelle de chaque département, la « maison du handicap » viendra intégrer les actuelles COTOREP et CDES.

Elle sera une personne morale de droit public autonome sous forme de groupement d'intérêt public. La MDH est l'un des grands changements, dont il faudra mesurer les conséquences à long terme. Il faudra surtout vérifier - très vite ! - si la formule du GIP, se voulant alternative à une décentralisation « pure et dure », n'est pas de fait une « usine à gaz » ingérable. En outre, les communes et intercommunalités seront inévitablement parties prenantes, en « première ligne » de l'accueil et de la réception des demandes des personnes handicapées.

Présidée par le président du conseil général

Il en choisira le directeur et présidera un conseil d'administration composé pour moitié de représentants du conseil général.

Ainsi, le CG sera désormais comptable politiquement de TOUT le secteur de l'enfance handicapée et de l'insertion professionnelle. Il devra aider les personnes handicapées à trouver les réponses à leurs besoins, ce que la COTOREP ne fait pas et ce qui dépend aussi de l'équipement en établissements et services médico-sociaux en grande partie autorisés et financés par... l'État.

.../...

.../... La constitution du GIP
Une convention type pour la création du GIP dans chaque département doit paraître après la promulgation de la loi. Chaque département devra avoir bouclé ses négociations et la constitution du GIP avec ses interlocuteurs d'État avant le 31 décembre 2005, faute de quoi l'État créera le GIP d'autorité.

Quel est l'apport supplémentaire des services départementaux ?

- « L'équipe pluridisciplinaire », à décomposer probablement en plusieurs équipes, venant succéder aux équipes techniques COTOREP et CDES ;

- l'administration des demandes d'aides et le suivi des prestations - comment ne pas voir qu'il incombera aux départements de venir au secours des COTOREP souvent débordées et privées d'outils à la hauteur de la charge d'instruction des dossiers ?

- l'information et l'assistance sociale spécialisées, largement confidentielles aujourd'hui au regard des besoins. Les communes et intercommunalités, les CCAS, seront largement associés.

Quels personnels ?

Il faudra voir, entre la formule du détachement auprès de la MDH de fonction-

naires territoriaux, et celle de l'intégration maximale des missions de la MDH aux services départementaux eux-mêmes, où sera, dans chaque département, placé le curseur.

Le GIP doit en principe permettre le maintien de l'engagement actuel des DDASS, DDTEFP et Inspections d'Académie, en termes de personnel et d'autorité. C'est crucial : comment agir pour l'intégration scolaire sans l'autorité de l'IA auprès des établissements, comment impulser l'insertion professionnelle sans la DDTEFP, comment assurer la coordination avec les dispositifs sanitaires sans la DDASS ?

<p>LA PRESTATION EN CHIFFRES</p>	<p align="center">Selon les chiffres donnés par Marie-Anne Montchamp, secrétaire d'État aux Personnes handicapées :</p> <ul style="list-style-type: none"> la CNSA apportera 550 millions d'euros pour la prestation de compensation qui s'ajouteront aux 500 millions d'euros dépensés par les conseils généraux pour l'ACTP (en fait, 548 millions en 2003). 44 000 emplois pourront être créés dans le secteur de l'aide et de l'accompagnement à domicile et en établissement, financés par la mise en œuvre, à compter du 1^{er} janvier 2006, de la nouvelle prestation de compensation du handicap.
---------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Mais il n'y a aucun engagement sur le maintien, au minimum, des personnels aujourd'hui mis au service des CDES et COTOREP. Quand on cherche toujours où sont passés les agents des DDASS qui devaient être transférés aux départements pour le RMI, on est en droit d'attendre de meilleures garanties pour l'avenir...

Qui est responsable ?

L'enjeu sera de trouver la formule permettant de créer des dispositifs efficaces et de renforcer une culture de travail en commun, autour de la personne handicapée, en confiance, des administrations d'État et du conseil général. Mais il faut pour cela que l'État ne place pas les directeurs des services déconcentrés en position de

contrôleurs : la situation, où le président du conseil général se verrait devoir discuter avec les directeurs des DDTEFP, DDASS ou de l'IA l'organisation de ses services et sa participation à la MDH, glacerait certainement l'atmosphère...

Qui paye ?

Rien de précis n'est avancé sur les conditions du financement par la CNSA : cette dotation reprendra-t-elle, au minimum, les financements plus ou moins pérennes utilisés par les DDASS, DDTEFP et IA sur les différents bouts de dispositifs montés au fil du temps ? Que devient l'engagement de l'assurance maladie ?

doute une avancée considérable pour les personnes handicapées à domicile : elle devrait permettre de financer les aides humaines et matérielles sans que le bénéficiaire ait à payer de sa poche.

Une prestation sur le modèle de l'APA

La prestation de compensation, comme l'APA, pourra être versée, selon le choix du bénéficiaire, en nature ou en espèces. Pas d'obligation alimentaire, pas de prise en compte du « retour à meilleure fortune », pas de recours sur succession : ce n'est pas une aide sociale.

Elle sera basée sur des tarifs de prestation et des plafonds déterminés « par voie réglementaire ». Comme pour

dans le cadre de l'APA, pour évaluer la charge de travail liée au contentieux de la PDC. Autrement dit, s'il n'y a qu'une chose à retenir de l'expérience de l'APA pour les organisations, c'est l'intérêt d'anticiper au mieux les besoins de création de postes et de formation du personnel administratif et médico-social supplémentaire.

Un gros écueil

Il n'y a pas, à l'heure où ces lignes sont écrites, d'information sur la date de création effective de cette prestation ! Les conseils généraux, qui ont dû faire face à la création précipitée de l'APA puis au transfert ultra-rapide du RMI,

La prestation de compensation : comment ça marche ?

Cette prestation est la première application concrète d'un nouveau principe de droit de portée considérable : le droit à la compensation du handicap. Une personne handicapée et ses proches ne doivent pas avoir à payer avec leurs revenus propres les mesures nécessaires à la compensation du handicap.

Aujourd'hui, l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP), servie par les départements sur décision des COTOREP, est notoirement insuffisante et ne leur permet de financer qu'une partie de l'aide humaine dont ils ont besoin.

La création de la prestation de compensation (PDC) représentera sans nul

l'APA, un abattement sera pratiqué en fonction du revenu du bénéficiaire.

Le traitement administratif des demandes

Il va connaître les mêmes contraintes que celles de l'APA : délai maximum de deux mois entre la demande et la décision d'attribution. Le contrôle d'effectivité peu ou pas du tout pratiqué pour les bénéficiaires d'ACTP va devoir devenir aussi régulier qu'avec l'APA.

Particularité du secteur du handicap : la très grande majorité de l'aide humaine que viendra financer la PDC sera, au moins les premières années, de l'emploi direct, et très majoritairement de l'emploi de proches - enfant, parent, conjoint. Il faudra sans doute extrapoler le taux de contentieux rencontré

s'attendaient à renouveler cet exercice, mais le projet de loi ne donne pas de date d'entrée en vigueur. 1^{er} janvier 2006 ? 1^{er} septembre 2005 ?

Pas facile de prévoir l'organisation, les effectifs, les outils informatiques, les budgets, dans ces conditions...

Budget de la PDC : quelques problèmes d'argent

Le nombre de bénéficiaires potentiels et le financement de la PDC font l'objet d'étonnantes prévisions gouvernementales...

Marie-Anne Montchamp a donné des chiffres sur l'engagement de l'État - via la CNSA - pour la nouvelle prestation, en précisant que le nombre de bénéficiaires .../...

Encore beaucoup de questions sans réponse

En termes financiers, rien ne garantit que les moyens prévus à ce jour permettront de faire face à l'ensemble des besoins suscités par la prestation compensatoire du handicap. De même pour les moyens de fonctionnement de la maison du handicap : s'ils sont uniquement constitués de l'apport des commissions que gère actuellement l'État (COTOREP et CDES), nous ne pourrions pas remplir les objectifs ambitieux fixés par la loi. Enfin, pour mettre en œuvre les plans d'aide, il faudra des moyens humains supplémentaires aux départements et aux maisons du handicap. Aucun article n'énumère les financeurs potentiels pour la mise en place de ces moyens nouveaux.

Les départements abordent la prestation compensatoire avec l'expérience de l'APA, mais nous aurons à traiter de nouvelles demandes, comme celles qui visent à compenser le handicap pour participer à la vie sociale, alors que l'APA vise d'abord la compensation de la dépendance. Cela suppose de nouvelles attitudes professionnelles.

PASCAL GOULFIER, DIRECTEUR DE L'ACTION SOCIALE DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA MANCHE, PRÉSIDENT DE L'ANDASS

Le GIP est l'erreur fondamentale de ce projet

Ce projet est mi-chèvre, mi-chou. Il y a des progrès, mais certains choix qui auraient dû être faits pour rendre plus opérationnelles les mesures proposées, ne l'ont pas été. L'allocation de compensation est ainsi un apport intéressant car elle reprend l'ensemble des aides financières, humaines et techniques actuelles apportées aux handicapés. Mais comment cela pourra-t-il fonctionner, alors qu'on n'a pas simplifié les intervenants et qu'il n'y a pas de responsable politique et financier clairement désigné ? Le GIP est la vraie absurdité de ce projet.

Quand on veut un pilote, on désigne un responsable politique, administratif et financier. Le GIP est un « machin » dans lequel tout le monde est autour de la table et participe à la hauteur de ses capacités contributives, sans pilote ni responsable si les moyens nécessaires ne sont pas dégagés. On crée une structure nouvelle alors qu'il y aura moins d'argent qu'avant : les CRAM tirent aujourd'hui la sonnette d'alarme parce que leurs budgets d'aide sociale sont en diminution, or c'est avec cet argent qu'elles contribueront aux GIP. On est dans l'incohérence totale.

L'allocation de compensation est en revanche une excellente chose : regrouper l'ensemble des aides qui concourent à mieux insérer et redonner de la dignité aux personnes handicapées. De même, l'obligation d'une instruction personnalisée de la situation des personnes pour mieux adapter les réponses à apporter marque un réel progrès.

PIERRE JAMET, DGS DU CONSEIL GÉNÉRAL DU RHÔNE, COAUTEUR DU RAPPORT BRIET-JAMET

Mieux vaudrait aider les collectivités à embaucher des travailleurs handicapés

Une cotisation ne règle pas la question car elle revient à agir par la contrainte plutôt que de régler le problème sur le fond. Il faudrait au contraire assister les collectivités pour leur permettre de développer des mesures spécifiques : sensibiliser l'encadrement, la DRH et les recruteurs sur la préconisation d'inviter au moins un travailleur handicapé à chaque fois qu'on réunit un jury sur un poste, sur l'aménagement des conditions de travail avec des horaires adaptés, sur l'adaptation des bureaux et des postes de travail, et sur le développement des formations spécialisées et d'un suivi spécifique de l'adaptation des travailleurs handicapés à leur poste. Il s'agit de lever les freins auprès des

recruteurs qui ont encore souvent peur de prendre des non-valides.

L'absence de travailleurs handicapés dans une collectivité est le constat d'une faillite : la plupart du temps, elles ne savent pas faire, plus qu'elles ne le veulent pas.

JEAN-DANIEL HECKMANN, DGA AU CONSEIL GÉNÉRAL D'ILLE-ET-VILAINE

Des dépenses importantes pour répondre à la loi

L'autorité administrative organisatrice des transports (AOT) devra réaliser un schéma directeur des transports dans les trois ans. Cela va concerner les intercommunalités, les départements et les régions. En cas d'impossibilité technique de mise en accessibilité des transports existants, il faudra proposer des transports adaptés de substitution dont le prix pour l'utilisateur ne pourra pas être supérieur aux transports normaux, contrairement à ce qui se pratique parfois aujourd'hui. L'accessibilité comprend certains éléments de voirie, notamment les points d'arrêt des bus sur lesquels les AOT n'ont pas de compétence car ils sont du ressort des communes ou des intercommunalités. Une commission municipale sera mise en place pour élaborer un plan d'accessibilité. Il y aura donc une difficulté de coordination à régler. Une circulaire de 2001 prévoyait une aide de l'État au financement de la mise en accessibilité des transports collectifs de province, mais ces crédits ne sont plus abondés. La loi laisse donc aujourd'hui les financements reposer sur les autorités locales.

Actuellement, seules 30 % des communes de 50 000 à 100 000 habitants assurent un transport spécialisé ou adapté : il risque donc d'y avoir des dépenses importantes pour répondre à la loi.

MARYVONNE DEJEAMMES, CERTU

devrait rester identique au nombre de bénéficiaires actuels de l'ACTP !

Explication : la montée en charge de la nouvelle prestation ne sera pas comparable à celle de l'APA, car « *contrairement aux personnes âgées, le nombre de personnes handicapées dans la population est relativement stable* » ; en outre, « *la prestation de compensation prendra le relais de l'ACTP qui, contrairement à la PSD, n'a pas un caractère expérimental* ».

Sur quelles études l'hypothèse du maintien du nombre de bénéficiaires s'appuie-t-elle ?

Si l'on analyse les résultats de l'enquête HID 1999 (« Estimations locales sur les personnes handicapées vivant en domicile ordinaire », INSEE), on peut estimer les bénéficiaires potentiels de la prestation de compensation de 20 à 59 ans à 178 000 personnes ayant besoin d'une aide importante à domicile, plus 307 000 ayant besoin d'une aide pour sortir. À rapprocher des 101 000 bénéficiaires de l'ACTP...

Ne s'agirait-il pas, encore une fois, de présenter comme répondant aux besoins une enveloppe financière définie en fait sur d'autres bases ?

C'est, au minimum, une augmentation de 76 % de l'enveloppe prévue pour les aides humaines qui serait à envisager, soit 630 millions d'euros à trouver...

Les revenus des personnes handicapées

Le projet prévoit d'importantes améliorations du montant des allocations servies aux personnes handicapées. Il est vrai que pour une personne adulte, l'allocation aux adultes handicapés (AAH) représente moins de la moitié du SMIC. Ils devraient pouvoir compter à l'avenir sur 80 % du SMIC.

L'amélioration des possibilités de cumul entre AAH et revenu d'activité en « milieu ordinaire », l'aide au poste per-

mettant le paiement d'une garantie de ressources pour la personne handicapée travaillant en milieu protégé, la création d'une garantie de ressources par un complément spécifique à l'AAH pour les personnes inaptes au travail, un complément autonomie pour faire face aux frais de logement, une nette amélioration du revenu laissé à disposition des personnes hébergées en établissement : autant d'annonces très positives pour les bénéficiaires - pas nécessairement synonymes de simplicité pour les travailleurs sociaux et les gestionnaires de ces aides.

Droit à l'école : toutes les collectivités concernées

Le projet de loi pose le principe du droit à la scolarité et à l'éducation pour tous. Comment cette obligation légale va-t-elle se traduire dans les faits ? À côté de la question de l'accessibilité et de l'évolution des pratiques du corps enseignant .../...

Le droit à l'école et l'accessibilité seront une lourde charge pour les communes

LES ASSOCIATIONS... DÉÇUES

Elles reprochent au projet de loi de s'en tenir à des orientations quand elles attendaient une loi de programmation. Un projet timoré qui inverse les priorités (la compensation avant la participation des personnes handicapées à la société).

dans l'accueil des élèves handicapés, la question des auxiliaires d'intégration scolaire des personnes handicapées est posée.

Aujourd'hui, l'Éducation nationale finance le recours à des étudiants à temps partiel, pour l'accompagnement des élèves handicapés : une telle précarité ne permet pas d'envisager les progrès nécessaires sur le professionnalisme, l'efficacité de l'accompagnement individualisé, l'accueil à temps plein encore trop rare.

En outre, mettre en face de la totalité des besoins le nombre d'accompagnants nécessaire suppose une croissance rapide du nombre de postes...

Très rapidement, la question de l'implication de chaque collectivité territoriale - commune pour les écoles, département pour les collèges, région pour les lycées mais aussi sans doute les universités - dans la structuration à long terme de l'accompagnement spécialisé, va se poser.

Accessibilité et transports : vaste chantier

Le projet de loi aspire à « l'organisation de la cité autour du principe d'accessibilité généralisée », qu'il s'agisse de l'accès à l'école, à l'emploi, aux transports ou tout simplement au cadre bâti.

Il n'y a aucun engagement sur le maintien, au minimum, des personnels des CDES et COTOREP

En France, le chantier est vaste ! Chacun doit commencer par « balayer devant sa porte », ce qui signifie pour chaque collectivité territoriale un gros effort de programmation et de financement. Nous avons dix ans, mais le plus tôt sera le mieux.

Pour les transports, c'est l'obligation de permettre l'accès aux transports ou bien d'organiser du transport adapté de substitution qui incombe aux autorités de transports, principalement les régions. Le coût du transport adapté ne pourra pas être supérieur à celui des transports publics.

L'emploi favorisé

Parmi les mesures visant à promouvoir l'emploi des personnes handicapées, soulignons la création d'une cotisation sociale, à la charge des administrations publiques qui n'emploieraient pas 6 % de personnes handicapées dans leurs effectifs. Cette disposition étend au secteur public ce que le secteur privé connaît. Toutefois, les moyens de surmonter la difficulté réelle de trouver des agents handicapés, formés, voire pouvant présenter un concours, sont à construire avec patience.

Enfin, la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, créée par la loi du 30 juin 2004, est organisée par la future loi sur le handicap, qui prévoit sa gestion en 2005 par le Fonds de solidarité vieillesse.

La future CNSA va gérer les fonds recueillis par la « journée de solidarité » (lundi de Pentecôte travaillé), ainsi que les fonds de fonctionnement des établissements médico-sociaux de compétence État.

Elle sera chargée de financer un plan de création de places en établissements et services médico-sociaux : l'effort important annoncé par le gouvernement devrait permettre de combler le retard considérable d'équipement, y compris en services d'aide humaine à domicile pour personnes handicapées. ■

DOCUMENT N° 4

LOI HANDICAP : un défi pour les départements

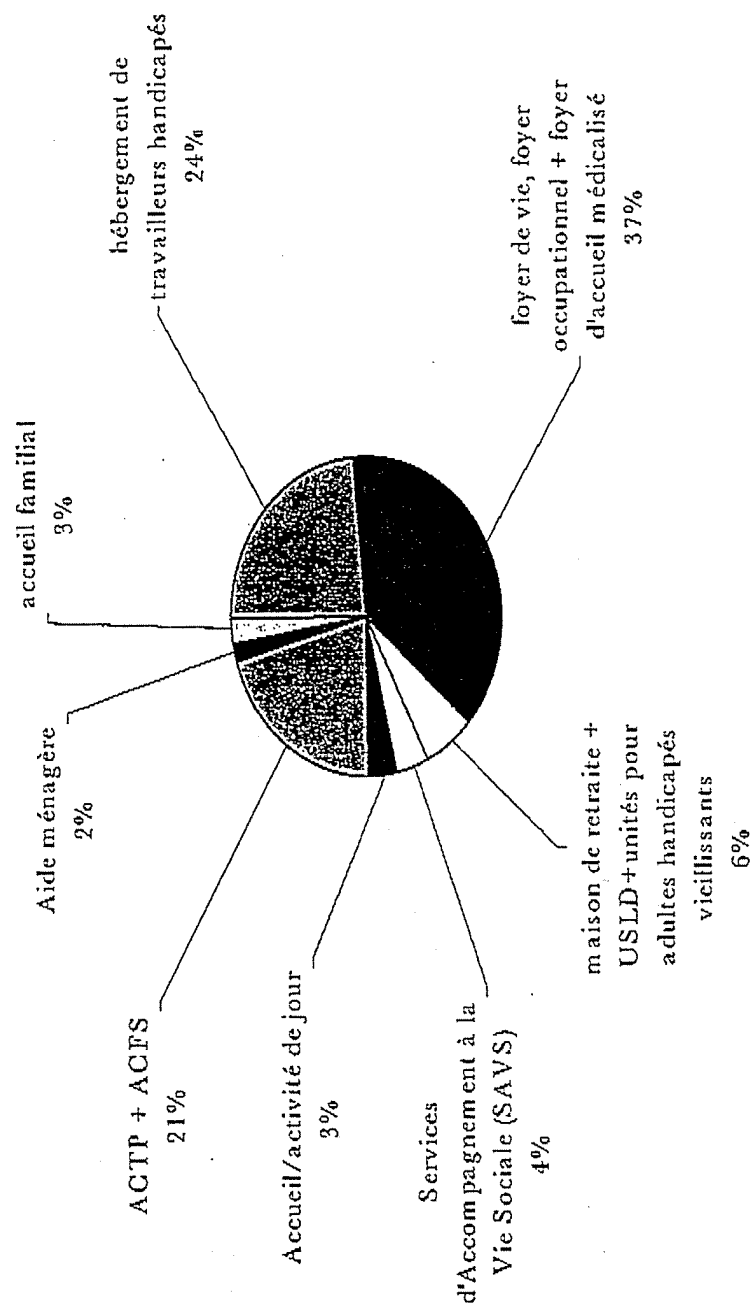
16 Mars 2005

Réunion des directeurs généraux des services départementaux

Sénat

Avant 2005 : un engagement fort des départements en faveur des personnes handicapées

Répartition budgétaire toute prise en charge confondue en 2002



Avant 2005 : Les départements, au-delà de la loi

Sur le plan financier, l'activité extralégale pèse peu : 156 millions d'euros, soit 4,6% du budget de l'aide sociale départementale alors qu'elle apporte une valeur ajoutée.

Aide aux personnes : 66% des Conseils généraux laissent aux personnes handicapées des ressources supplémentaires : aide pour les vacances ou de prise en charge des repas...

Aide aux associations et aux structures :

En 2002, 43% des départements ont versé des aides à la construction des établissements. 73 % des départements ont versé des subventions à ces structures.

Aide techniques et humaines :

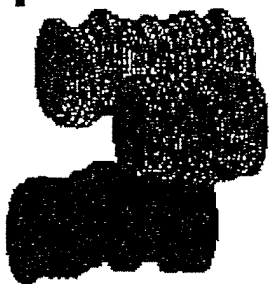
85% des départements versent une aide technique et d'appareillage, 50% versent une aide au transport, 76,5% prennent des mesures en matière d'accessibilité et d'adaptation.

La réforme de loi de 1975 : entre centralisme et décentralisation

Après trois ans de débats, est votée la nouvelle loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

Extrait du discours du Président de la République lors des vœux du 3 janvier 2005 :
« la création effective d'une **cinquième** **branche** de notre protection sociale et la mise en place des nouveaux droits pour les personnes handicapées ».

Une cinquième branche



Périmètre financier identifié à ce jour (en millions €) :

Action 1 : évaluation et orientation personnalisées :	106
Action 2 : incitation à l'activité professionnelle :	1 646
Action 3 : ressources d'existence :	17 525
Action 4 : compensation individuelle/collective :	10 672
Action 5 : personnes âgées :	6 476
Action 6 : pilotage :	18

Total : 36 445

➔ Handicap : les députés expriment leurs inquiétudes sur le financement du projet de loi

Dès leur rentrée, les députés ont adopté en seconde lecture le projet de loi relatif à la citoyenneté des personnes handicapées. Les députés PS, PC et Verts ont voté contre. Si la majorité présidentielle a voté pour, les députés UDF ont déclaré adopter ce texte « *sans véritable enthousiasme* ». Lors des explications de vote, beaucoup de députés ont exprimé leurs doutes quant au financement du projet de loi.

Au nom de l'UDF, Claude LETEURTRE a considéré qu'il n'y aura pas assez de crédits pour financer l'ensemble des mesures annoncées. « *Sachant que le budget global du handicap représente 40 milliards, les 850 millions supplémentaires dégagés pour la journée de solidarité ne permettront pas de rattraper le décrochage* » a-t-il déclaré. « *Il y a tout lieu de penser que les Conseils généraux seront une nouvelle fois mis à contribution* » a-t-il poursuivi.

Même point de vue sur les rangs de l'opposition par la voix de Daniel PAUL (PC) et Hélène MIGNON (PS). Qualifiant de « *décevant* » le résultat des débats parlementaires, M. PAUL a regretté les transferts de charges au détriment des départements. Mme MIGNON a considéré que « *l'estimation des fonds de la CNSA destinés à la compensation était aléatoire* ».

Ce projet de loi en discussion depuis plus d'un an a connu plusieurs divergences entre sénateurs et députés et a dû être remodelé au fil des débats. Plusieurs dispositions nouvelles ont été introduites lors des dernières navettes parlementaires. Il en va ainsi de la formule juridique des maisons du handicap.

Rappel des principales dispositions

Le champ de la prestation du handicap, mesure phare du projet de loi, a été considérablement élargi, les conditions de ressources étant réduites et l'obligation d'avoir entre 20 et 60 ans étant supprimée dans un délai de 5 ans.

Accordée au niveau départemental, cette prestation devra permettre aux personnes handicapées de faire face aux charges de leur vie quotidienne.

Dans chaque département, sera créée une maison du handicap destinée à simplifier les démarches administratives et à donner toutes les informations utiles aux personnes handicapées.

Les députés ont fixé un délai de 10 ans pour rendre accessibles les transports en commun et les immeubles d'habitation et ceux recevant du public. Le projet de loi pose le principe de l'inscription des enfants et adolescents handicapés dans l'école de leur quartier tout en prévoyant une inscription, si besoin, dans une école spécialisée.

Enfin, les entreprises et les fonctions publiques se voient assujetties à l'obligation d'employer des personnes handicapées.

Calendrier de la fin des travaux

Pour être définitivement voté, le projet de loi doit être encore soumis à la CMP qui se réunira le 25 janvier. Une ultime lecture aura lieu au Sénat le 27 janvier et à l'Assemblée nationale le 3 février.

ACTUALITE PARLEMENTAIRE

➔ Maisons du handicap : le Gouvernement souhaite un GIP sui generis

La dernière lecture du projet de loi relatif à la citoyenneté des personnes handicapées s'est engagée depuis lundi dernier à l'Assemblée nationale. Suite à la rencontre de l'ADF du 15 décembre avec Marie-Anne MONTCHAMP, la ministre s'orientait vers le renoncement au GIP. Toutefois, le Gouvernement souhaite soumettre à la discussion des députés un amendement simplifiant les modalités de constitution d'un GIP.

Depuis novembre dernier, différentes rencontres avec le Premier Ministre et Mme MONTCHAMP avaient permis d'avancer sur la formule juridique pour les maisons du handicap. Le 15 décembre, la Ministre s'était orientée vers le renoncement au GIP au profit d'un établissement public ad hoc. Cette position avait été unanimement demandée par tous les Présidents de Conseils généraux à l'issue de leur Congrès à Bordeaux en octobre dernier.

Après plusieurs arbitrages à Matignon, un amendement sera présenté à l'Assemblée nationale simplifiant les modalités de constitution du GIP : suppression du contrôle de la Cour des Comptes, celui de l'IGAS, le contrôle financier économique et financier de l'État. N'est plus prévue la présence d'un commissaire du Gouvernement. Selon le Ministère, cette nouvelle rédaction devrait permettre aux collectivités locales, aux services de l'État et aux caisses de Sécurité sociale de participer au fonctionnement des maisons du handicap dans le respect du statut de leurs personnels et la continuité du service public que constitue le dispositif d'orientation.

A l'heure où nous imprimons, cet amendement n'a pas encore été discuté. De son côté, l'ADF a déposé des propositions visant à la mise en place d'un établissement public départemental.

Les autres dispositions soumises au débat

En commission des Affaires sociales, plusieurs amendements ont été votés venant compléter le dispositif des maisons du handicap :

- ✓ la création d'un référent dans chaque maison du handicap chargé de l'insertion professionnelle des personnes handicapées,
- ✓ l'intégration des équipes techniques d'évaluation labellisée des sites pour la vie autonome,
- ✓ la mise en place d'un centre d'information et de conseil sur les aides techniques,
- ✓ l'adaptation des procédures visant à mieux prendre en compte des « maladies rares

Sur les autres dispositions du texte : les députés ont rétabli le délai de 10 ans dans lequel devront être réalisés les aménagements nécessaires à l'accessibilité des personnes handicapées aux moyens de transports collectifs et aux bâtiments publics.

Ils ont également suggéré l'élaboration par le Préfet et le Président du Conseil général d'un schéma départemental prévoyant les besoins et les secteurs géographiques d'implantation des établissements sociaux et médico-sociaux pour l'accueil des personnes handicapées.